

Table of Contents

<u>IL VEUT RETROUVER SON ENTIÈRE LIBERTÉ</u>	1
<u>ÉCHEC OU SUCCÈS ?</u>	2
<u>OUI À UNE CAMPAGNE DE VACCINATION</u>	4
<u>EN FINIR AVEC L'OPIUM LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE EXHORTE KABOUL À MIEUX COMBATTRE LE TRAFIC DE DROGUE ET LA CORRUPTION</u>	5
<u>BUSH RÉCLAMERA PRÈS DE 200 MILLIARDS</u>	7
<u>25 MORTS, DONT HUIT POLICIERS</u>	8
<u>LE CANADA VEUT L'AMÉLIORER</u>	9
<u>DION ATTENDRA LE DISCOURS DU TRÔNE</u>	10
<u>Le Bloc confirme ses cinq conditions</u>	11
<u>Deux soldats disparus</u>	13
<u>La vraie question</u>	14
<u>Stéphane Dion courtise les anglophones</u>	16
<u>La panique s'empare de Duceppe, croit Blackburn</u>	18
<u>Le monde appelle Kaboul à mieux combattre drogue et corruption</u>	19
<u>Dion attend le discours du Trône</u>	20
<u>Les conditions</u>	21
<u>Un métier pour les veuves afghanes</u>	23
<u>Deux soldats italiens enlevés en Afghanistan</u>	25
<u>Stéphane Dion joue de prudence</u>	26
<u>Appel international à mieux combattre la corruption à Kaboul</u>	28
<u>Le modéré Yasuo Fukuda prendra les rênes du Japon</u>	29
<u>Une belle tête de vainqueur</u>	30
<u>Tombera, tombera pas</u>	32

Table of Contents

<u>Adil Charakaoui veut retrouver son entière liberté.....</u>	34
<u>La livraison des hélicoptères Chinook retardée ?; Ottawa souhaite modifier le design des Chinook CH-47 qu'il entend commander.....</u>	35
<u>Élections: Dion maintient le suspense; Le chef du PLC dit souhaiter que le gouvernement fonctionne, mais.....</u>	37
<u>11 pays exhortent Kaboul à mieux combattre la corruption et la drogue.....</u>	39
<u>Deux incidents font 25 morts.....</u>	40
<u>Le Canada aide les veuves à apprendre un métier.....</u>	41
<u>Dion attendra le discours du Trône.....</u>	42
<u>LA PRESSE CANADIENNE.....</u>	44
<u>Réunion de haut niveau sur l'Afghanistan.....</u>	45
<u>LA PRESSE CANADIENNE.....</u>	46
<u>Deux militaires italiens pourraient avoir été enlevés en Afghanistan, selon Rome.....</u>	48
<u>LA PRESSE CANADIENNE.....</u>	49
<u>--LE POINT DE L'ACTUALITE INTERNATIONALE A 4H00--.....</u>	50
<u>Yasuo Fukuda assuré de devenir le prochain Premier ministre du Japon.....</u>	52
<u>Dion attendra le discours du Trône avant de décider du sort du gouvernement.....</u>	53

IL VEUT RETROUVER SON ENTIÈRE LIBERTÉ

SOURCETAG 0709240205
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.24
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 8
ILLUSTRATION: 1. ADIL CHARKAOUI Devant la cour
DATELINE: PC
WORD COUNT: 164

PC — Adil Charkaoui demandera demain à la Cour fédérale d'abandonner les procédures de certificat de sécurité dont il a fait l'objet, et qui l'empêchent de jouir d'une liberté totale.

Le présumé terroriste d'origine marocaine, qui a été remis en liberté en 2005, doit depuis respecter différentes conditions, dont un couvre-feu et le port d'un bracelet de surveillance électronique.

Ses avocats invoqueront une lettre de son dénonciateur, Ahmed Ressam, qui indiquait au Journal de Montréal, qu'il ne disait pas la vérité lorsqu'il a déclaré à des agents du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), il y a quatre ans, qu'il avait vu Charkaoui dans un camp d'entraînement d'Al-Qaïda, en Afghanistan.

Le mois dernier, les avocats du gouvernement fédéral ont affirmé que Ressam avait menti dans sa lettre de rétractation publiée par le quotidien montréalais en avril.

Complot

Ressam, qui vivait à Montréal, a été reconnu coupable, en 2001, d'avoir comploté pour faire exploser l'aéroport international de Los Angeles.

Adil Charkaoui a pour sa part été arrêté en 2003 et a été détenu pendant 21 mois en vertu d'un certificat de sécurité. !@MOTSCLES=ADIL CHARKAOUI

ÉCHEC OU SUCCÈS ?

SOURCETAG 0709240131

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.09.24

EDITION: Final

SECTION: Nouvelles

PAGE: 29

BYLINE: RICHARD LATENDRESSE COLLABORATION SPÉCIALE

WORD COUNT: 601

Il faut un certain temps pour mettre les soldats à l'aise. Ils ont développé des réflexes de méfiance, à l'égard des journalistes notamment, que seul du temps concret en opérations, en patrouille ou tout simplement en partageant la même tente permet de calmer un peu.

Un mois " en théâtre ", plusieurs roquettes et une bonne bataille plus tard, les soldats que j'ai côtoyés semblaient rassurés. Assez, dans certains cas, pour m'avouer qu'ils perdaient, à leurs yeux, leur temps ici. Des soldats qui m'ont parlé de populations ingrates, surnoises même, qui sourient aux forces de l'OTAN le matin et collaborent avec l'ennemi le soir.

Il y a quelques semaines, un sondage " international " tranchait en faveur de l'échec de cette grande mission de l'OTAN en Afghanistan. Soixante pour cent des Allemands, des Italiens, des Britanniques et des Français en arrivaient à cette conclusion. Même chose pour près de la moitié des Canadiens. Avant de quitter Kandahar, je me suis assis une dernière fois avec le général Guy Laroche, le commandant des forces canadiennes dans le sud de l'Afghanistan.

LES POUR

Je lui demandais des preuves démontrant, selon lui, que cette mission est un succès. Il m'a parlé d'une sécurité accrue dans certains coins de la province, du développement des capacités afghanes, en particulier des progrès accomplis dans la formation des soldats afghans. Puis, il a évoqué la reconstruction du pays.

Tout cela est bien vrai, mais à si petites doses. Pour les quelques villages où nous avons échangé avec la population locale, j'en ai croisé tant d'autres totalement abandonnés, tombant lentement en ruines. Les soldats afghans, je les ai vus risquer leur vie au combat, mais sans le soutien canadien, ils auraient été démolis. Et les policiers afghans, quant à eux, restent une farce. Enfin, pour ce qui est de la reconstruction, on nous a conduits, par chance, directement aux rares projets en cours. Sinon, nous n'aurions jamais trouvé.

CERTAINS S'ACCROCHENT

Le général Laroche n'a assurément pas tort, mais, loin d'être en mouvement, l'Afghanistan que j'ai connu semble plutôt engourdi. Sauf qu'entre l'optimisme du général Laroche et le désespoir que certains expriment, il y a quand même de vrais Afghans qui s'accrochent pour mener une vraie vie. Je les ai vus.

Et j'ai vu aussi le malaise sur le visage de ces gens lorsqu'on leur demande de collaborer encore un peu plus avec les soldats canadiens, ou avec la toute jeune armée afghane. Ils ont encore peur, c'est tout. Peur que les talibans leur en fassent payer le prix. Et ces villageois ne parviennent pas à faire confiance à la détermination des Canadiens à les aider. Les soldats canadiens, comme leurs partenaires afghans, passent quelques heures dans ces villages, puis s'en vont, laissant les habitants à eux-mêmes.

Il ne faut surtout pas se faire d'illusions: si les Canadiens ne reviennent pas dans ces villages, non seulement le lendemain ou le surlendemain, mais plus du tout après février 2009, comme tant de gens à Ottawa et ailleurs au pays en rêvent, les petits pas accomplis n'auront effectivement mené nulle part.

Et n'allez pas croire que d'autres membres de l'OTAN attendent avec impatience la possibilité de laisser leur marque sur le sud de ce pauvre pays: les Afghans seront véritablement abandonnés, comme ils craignent déjà l'être.

Il ne s'agit presque plus d'attendre des résultats concrets. Il va nous falloir, non seulement aux soldats mais à nous tous, Canadiens, Québécois, de la patience. Des années de patience. Autrement, toute l'énergie, tout l'argent, mais surtout les 70 vies perdues là-bas, auront été gaspillés.

Et encore une fois, nous laisserons derrière de vrais Afghans qui veulent une vraie vie et comptaient sur nous pour les aider à y parvenir. Je le sais, parce que je

OUI À UNE CAMPAGNE DE VACCINATION

SOURCETAG 0709240128
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.24
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 27
BYLINE: AFP
DATELINE: KABOUL
WORD COUNT: 151

KABOUL — (AFP) Les talibans ont autorisé pour la première fois depuis des mois une campagne de vaccination antipolio pour les enfants dans les régions qu'ils contrôlent en Afghanistan.

C'est l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui a fait part de cette nouvelle.

Les infirmiers ont pu administrer leurs vaccins dans le sud du pays pour éradiquer cette maladie qui a touché neuf enfants cette année rien que dans le sud où les incidents sont quotidiens entre talibans et forces pro-gouvernementales. L'Afghanistan, un des rares pays à être encore touché par la maladie, a eu 31 cas de polio l'an dernier.

Parmi les zones où l'équipe de l'OMS a pu se rendre, figure Musa Qala, que les talibans contrôlent depuis le début de l'année. Quelque 50 000 enfants y ont été immunisés.

Cette nouvelle campagne de vaccination, qui a mobilisé 10 000 employés de la santé, a commencé mercredi et se dirige dans les provinces de l'est où les violences sont également quotidiennes.

Environ 1,4 million d'enfants doivent être vaccinés dans le pays. !@MOTSCLES=TALIBANS — POLIO

EN FINIR AVEC L'OPIUM LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE EXHORTE KABOUL À MIEUX COMBATTRE LE TRAFIC DE DROGUE ET LA CORRUPTION

SOURCETAG: 0709240127

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.09.24

EDITION: Final

SECTION: Nouvelles

PAGE: 26

ILLUSTRATION: 1. PHOTO D'ARCHIVES Un fermier afghan coupe des bulbes de pavot, desquels il pourra extraire de l'opium pur. L'Afghanistan assure 93% de la production mondiale d'opium.

BYLINE: AFP

DATELINE: NEW YORK

WORD COUNT: 313

NEW YORK --- (AFP) La communauté internationale a appelé hier le gouvernement de Kaboul à accentuer la lutte contre la drogue et la corruption, alors que l'insurrection des talibans regagne du terrain et que la production d'opium bat tous les records en Afghanistan.

"Nous espérons que le gouvernement afghan va continuer à concentrer ses efforts sur la bonne gouvernance, à éradiquer la corruption et le trafic de drogue", a déclaré à la presse le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à l'issue d'une réunion ministérielle à New York consacrée à la reconstruction de l'Afghanistan.

Un communiqué conjoint publié à l'issue de la rencontre "condamne sans équivoque le terrorisme et les autres activités illégales, qui empêchent l'établissement de l'état de droit et la fourniture de services de base au peuple afghan".

Les participants ont "souligné la nécessité d'un effort international soutenu en faveur de l'Afghanistan" pour qu'il puisse ensuite subvenir à ses propres besoins en matière de développement et de sécurité, indique le communiqué.

Meilleure coordination

Pour tenter de mieux résoudre les énormes problèmes que rencontre toujours ce pays, en proie au regain de la rébellion des talibans et à une criminalité liée à un trafic de drogue florissant, les participants ont promis d'"améliorer la coordination stratégique en Afghanistan dans quatre domaines: sécurité et contreterrorisme, coopération régionale, lutte contre la drogue et gouvernance".

La conférence a également insisté sur la nécessité d'accroître la "coopération régionale", en particulier avec le Pakistan, d'où de nombreux talibans viennent alimenter la rébellion.

La réunion, co-présidée par M. Ban et le président afghan Hamid Karzaï, rassemblait les membres du Groupe de suivi du Contrat d'objectifs pour l'Afghanistan signé fin janvier 2006 à Londres.

Y participaient notamment les cinq "Grands" (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie), l'Allemagne, l'Arabie saoudite, le Canada, l'Iran et le Pakistan. L'Otan, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, fortement impliquées pour le maintien de l'ordre ou la reconstruction, étaient observateurs. !@MOTSCLES=AFGHANISTAN

BUSH RÉCLAMERA PRÈS DE 200 MILLIARDS

SOURCETAG 0709240126
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.24
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 26
BYLINE: AFP
DATELINE: WASHINGTON
WORD COUNT: 188

WASHINGTON — (AFP) La Maison-Blanche va demander la semaine prochaine au Congrès américain d'approuver pour 2008 une enveloppe atteignant presque 200 milliards de dollars pour financer les guerres en Irak et en Afghanistan, a indiqué le Los Angeles Times samedi soir sur son site Internet.

Selon des responsables du Pentagone cités par le quotidien, 2008 serait l'année la plus chère pour la guerre en Irak si cette demande était acceptée.

L'administration Bush avait indiqué qu'elle aurait besoin sans doute de 147,5 milliards de dollars pour l'année fiscale 2008, mais, selon les responsables du Pentagone, 47 milliards de dollars supplémentaires seront nécessaires, a précisé le journal.

Selon un rapport publié en juillet par le Service de recherche du Congrès (CRS), organe non partisan, les États-Unis ont déjà déboursé plus de 500 milliards de dollars pour financer les guerres d'Irak et d'Afghanistan, et les dépenses courantes qui y étaient consacrées atteignent 12 milliards de dollars par mois.

Le nombre de soldats américains en Irak avoisine actuellement les 168 000, mais le président George W. Bush a annoncé la semaine dernière un retrait graduel pour revenir à 130 000 mi-2008.

!@MOTSCLES=GUERRES -- BUDGET

25 MORTS, DONT HUIT POLICIERS

SOURCETAG 0709240125
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.24
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 26
BYLINE: AFP
DATELINE: KABOUL
WORD COUNT: 210

KABOUL — (AFP) Vingt-cinq personnes, parmi lesquelles huit policiers, quatre civils, trois gardes de sécurité et dix talibans, ont été tués hier lors de deux incidents dans le nord-est et le sudouest de l'Afghanistan, selon des sources officielles.

Dans la province de Badakhshan au nord-est, des hommes armés ont tendu une embuscade à un minibus transportant les huit policiers, dont des agents du renseignement, et quatre civils, selon le chef de la police provinciale, le général Aqa Noor Kendoz.

Les douze ont été tués, a-t-il dit. "Nous ne savons pas qui a fait cela. Nous enquêtons ". Le général Kendoz a écarté des inimitiés personnelles et penche plutôt pour une attaque de rebelles, dont les talibans qui semblent renforcer leur présence dans cette province normalement paisible.

Convoi de carburant

Par ailleurs, dans le sud-ouest du pays où les talibans sont actifs, une embuscade a été tendue contre un convoi de carburant sur une route importante de la province de Farah, a indiqué la police.

Cette attaque a provoqué d'importants affrontements pendant une heure entre les gardes de sécurité afghans qui escortaient le convoi et les rebelles, a déclaré à l'AFP le chef des services du renseignement provincial, Juma Khan.

Dix talibans et trois gardes de la firme de sécurité américaine USPI ont été tués, trois autres ont été capturés par les rebelles et cinq blessés, a-t-il précisé. !@MOTSCLES=VIOLENCES

LE CANADA VEUT L'AMÉLIORER

SOURCETAG 0709240123
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.24
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 24
ILLUSTRATION: 1. PHOTO PC Les modifications apportées au Chinook CH-47 nede vraient pas retarder leur livraison.
BYLINE: PC
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 143

OTTAWA -- (PC) Les forces aériennes canadiennes souhaitent améliorer le design des hélicoptères de combat Chinook CH-47 qu'elles prévoient acheter et ont offert un contrat limité à Boeing pour la construction de quelques prototypes, ont révélé des sources au sein de la Défense à La Presse Canadienne.

Le chef d'état-major de la Force aérienne, le lieutenant-général Angus Watt, a confirmé que les responsables du projet ont demandé des changements, mais n'a pas voulu discuter des détails des négociations en cours.

Il s'est toutefois dit confiant que ces demandes ne retarderont pas la livraison des 16 hélicoptères moyens-porteurs, que l'armée considère essentiels pour la mission en Afghanistan.

Des observateurs s'inquiètent toutefois que ces demandes repoussent la date de livraison au-delà de 2011.

M. Watt a déclaré en entrevue, qu'étant donné le peu de ressources militaires canadiennes, il souhaitait faire l'acquisition d'hélicoptères très équipés qui pourraient effectuer différents types de mission.

!@MOTSCLES=CHINOOK -- DESIGN

DION ATTENDRA LE DISCOURS DU TRÔNE

SOURCETAG 0709240120
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.24
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 22
ILLUSTRATION: 1. STÉPHANE DION Chef libéral
BYLINE: PC
DATELINE: SHERBROOKE
WORD COUNT: 166

SHERBROOKE — (PC) Le chef libéral Stéphane Dion soutient qu'il ne décidera pas s'il veut faire tomber le gouvernement conservateur avant d'avoir entendu le discours du Trône.

M. Dion a indiqué aux journalistes dimanche qu'il évaluerait les plans du premier ministre Stephen Harper sur l'environnement et l'Afghanistan avant de décider comment son parti votera sur le discours du Trône.

Engagement

Le Parti libéral veut que le gouvernement conservateur s'engage formellement à retirer les troupes de combats canadiennes d'Afghanistan en 2009 et présente à nouveau un projet de loi sur la qualité de l'air qui n'a pu être adopté lors de la dernière session parlementaire.

M. Dion a toutefois averti que son parti ne pourrait pas appuyer un discours du Trône qui ne comprend pas ces éléments et qui ne comporte pas de plans pour combattre la pauvreté.

Le gouvernement conservateur a besoin de l'appui d'au moins un parti d'opposition pour survivre au vote de confiance sur le discours du Trône le 6 octobre.

Les conservateurs ont survécu à trois votes de confiance depuis 2006 grâce au soutien du Bloc québécois.
!@MOTSCLES=SORT DU GOUVERNEMENT

Le Bloc confirme ses cinq conditions

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

DATE: 2007.09.24

SECTION: Actualités

PAGE: 9

SOURCE: La Presse Canadienne

DATELINE: Rimouski

WORD COUNT: 422

Le premier ministre Stephen Harper n'a donné aucun signe comme quoi il entendait se plier à un ultimatum du Bloc québécois, alors que libéraux et néo-démocrates maintiennent leurs propres conditions pour appuyer le discours du Trône.

Dans un discours à saveur électorale prononcé samedi matin devant des militants réunis à Rimouski, le chef bloquiste Gilles Duceppe a confirmé cinq conditions, très sévères, qu'il imposera au gouvernement conservateur, les qualifiant toutes de "non-négociables".

Son parti votera contre le discours du Trône du 16 octobre, à moins que le premier ministre n'accepte les demandes bloquistes, qui sont l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser, des mesures fiscales concrètes pour les régions victimes de la crise forestière, le maintien intégral du système de gestion de l'offre pour les agriculteurs, le retrait des soldats canadiens d'Afghanistan en 2009, et la mise en oeuvre de Kyoto.

A la suite de la défaite bloquiste dans Roberval-Lac-Saint-Jean, l'organisateur électoral en chef du parti, Mario Laframboise, avait laissé entendre que le Bloc serait plus "agressif" envers le gouvernement Harper, son parti ayant permis le maintien du gouvernement minoritaire, précédemment, lors de trois votes de confiance.

A moins de répondre aux exigences bloquistes, ce qui semble peu probable, Stephen Harper aura besoin de se trouver un autre allié aux Communes pour que son gouvernement soit en mesure de survivre.

Le député libéral de Bourassa, à Montréal, Denis Coderre, a rappelé samedi que son parti ne se contenterait pas d'appuyer le discours du Trône pour éviter des élections. Il a assuré que son parti pèserait bien le pour et le contre avant de prendre sa décision.

"D'aucune façon, nous ne prendrons notre décision en nous basant sur la panique de M. Duceppe ou la légèreté de M. Layton", a-t-il dit en entrevue.

Le nouveau élu néo-démocrate dans Outremont, Thomas Mulcair, a accusé M. Duceppe de jouer les durs et s'est demandé si le Bloc était vraiment prêt à aller en élection.

Selon M. Mulcair, pour empêcher la tenue d'élections, le Bloc québécois devra revoir sa position ou espérer que les libéraux, qui ont obtenu des résultats aussi décevants lors des dernières élections complémentaires, appuient le discours du Trône.

Le chef néo-démocrate, ragaillardisé par la victoire de M. Mulcair dans Outremont, a déjà averti que son parti n'appuierait pas le discours du Trône, à moins qu'il n'inclut un "changement de direction complet" sur la mission en Afghanistan et sur l'environnement.

Le chef libéral, Stéphane Dion, avait aussi posé ses conditions, notamment que les conservateurs s'engagent à retirer les troupes canadiennes d'Afghanistan en 2009 et qu'ils réintroduisent le projet de loi sur la qualité de l'air.

Deux soldats disparus

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.09.24

SECTION: Monde

PAGE: 18

COLUMN: Tour de globe

SOURCE: Associated Press

DATELINE: Kaboul

WORD COUNT: 56

Deux militaires italiens qui circulaient dans l'ouest de l'Afghanistan pourraient avoir été enlevés, selon le ministère italien de la Défense. Aucun contact avec les deux hommes n'a pu être établi depuis plusieurs heures, a précisé le ministère en ajoutant que leurs familles étaient prévenues.

La vraie question

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.09.24

SECTION: Opinions

PAGE: 16

BYLINE: Dufresne, Denis

WORD COUNT: 531

A entendre les chefs des trois partis d'opposition à Ottawa, à la veille du discours du Trône du 16 octobre prochain, les Canadiens risquent d'avoir un rendez-vous électoral plus tôt que prévu... pour le meilleur ou pour le pire.

L'intransigeance du Bloc québécois et du Nouveau parti démocratique, au sujet du retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan et du respect du protocole de Kyoto, notamment, et la position très prudente des libéraux, permettent en tout cas de penser que le gouvernement conservateur de Stephen Harper pourrait tomber.

Or, un scrutin hâtif pourrait donner des résultats inattendus, si on se fie aux trois élections complémentaires de la semaine dernière au Québec.

Et c'est le Bloc québécois qui, malgré la fermeté et la détermination de son chef Gilles Duceppe, risque d'y perdre le plus. Car même si aux yeux de bien des Québécois un nouveau scrutin fédéral offrirait une occasion de se débarrasser des conservateurs, il faut reconnaître que ce sont ces derniers qui risquent de marquer des points, y compris au Québec.

Le succès obtenu la semaine dernière par les conservateurs dans le bastion souverainiste de Roberval-Lac Saint-Jean, la très courte victoire du Bloc québécois dans Saint-Hyacinthe-Bagot et sa véritable dégelée dans Outremont, où il n'a récolté qu'un maigre 10 pour cent des voix, augurent mal pour le parti souverainiste.

Sans le savoir, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, joue peut-être avec le feu lui qui, dans un discours à Rimouski samedi dernier, s'est dit prêt à aller en élections.

Les choses vont aussi mal pour le Parti libéral du Canada, du moins au Québec, après s'être retrouvé le bec à l'eau à la suite des élections complémentaires de la semaine dernière. A un point tel que plusieurs prédisent avec raison que Stéphane Dion ne parviendra jamais à se faire accepter par les électeurs du Québec.

Domage. La loi sur la clarté référendaire et les positions du chef libéral sur le déséquilibre fiscal ont eu préséance dans l'opinion publique sur le fait qu'il est un politicien progressiste, défenseur de l'environnement, favorable à un plan de lutte contre la pauvreté et conscient que le Canada doit se donner une stratégie face à la hausse du dollar.

Mais c'est pour le Bloc québécois que l'avenir apparaît le plus sombre.

Le fait que l'option indépendantiste soit repoussée même par le Parti québécois et que nombre de Québécois semblent désireux d'explorer des avenues politiques davantage axées sur l'environnement, le bien commun et une mondialisation plus respectueuse de l'humain, permet de le penser.

Et cela, même si le parti qui incarne le mieux ces idéaux, le Nouveau parti démocratique, est une formation centralisatrice.

D'autre part, il faut reconnaître que le discours d'ouverture de Stephen Harper face à la "nation" québécoise, qu'il soit opportuniste ou non, rejoint visiblement les Québécois adeptes d'un nationalisme "soft".

Bref, le discours de la "nation" n'est peut-être plus seulement l'apanage des bloquistes.

L'idée de "brasser les cartes" au Parlement d'Ottawa n'est peut-être pas dénuée de sens en raison des enjeux actuels et de la polarisation des opinions.

Mais le parti de Stephen Harper demeure relativement populaire au Canada et l'est peut-être de plus en plus au Québec.

Cela signifie que des élections générales pourraient fort bien déboucher sur un gouvernement conservateur majoritaire, avec des politiques de droite plus difficiles à contester en raison d'une opposition affaiblie.

Et cela aurait des conséquences, qu'il s'agisse de l'engagement du Canada en Afghanistan, des droits sociaux ou de l'environnement.

Malheureusement, les partis d'opposition ne semblent guère s'inquiéter de cet aspect de la question.

Stéphane Dion courtise les anglophones

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.09.24

SECTION: Actualités

PAGE: 11

BYLINE: Marie-Christine Bouchard

DATELINE: Sherbrooke

WORD COUNT: 488

Stéphane Dion a pris un bain de foule à la 28e Journée annuelle des Townshippers, qui se déroulait hier dans l'arrondissement Lennoxville. Petit bain de foule, il va sans dire, puisque le chef du Parti libéral du Canada (PLC) n'a pas passé plus d'une demi-heure sur les terrains de l'Université Bishop's.

La sortie en terre estrienne se trouvait à l'agenda du chef libéral depuis un bon moment, ont assuré hier les membres de son équipe. Non, la Journée des Townshippers n'a pas été ajoutée à l'horaire spécifiquement parce que M. Dion, plus tôt cette semaine, a pris la résolution de se battre au Québec "contre une caricature de lui-même".

En effet, à peine remis de la gifle qu'a subi son parti lors des élections partielles de lundi dernier, Stéphane Dion a avoué en milieu de semaine sa piètre performance à titre de chef de parti: "Je suis une personne plutôt discrète, j'aime parler des choses et pas forcément de moi". Il avait ensuite soufflé qu'il s'est récemment rendu compte que les électeurs le connaissent peu ou bien mal, surtout au Québec.

Tout au long des discours protocolaires auxquels il a assisté sans broncher dès l'ouverture de la journée, vers 10 h, M. Dion semblait un peu tendu, voire un peu mal-à-l'aise.

"Il agit de mieux en mieux, il fait des efforts. Son anglais s'est aussi amélioré. Au début, même ses proches collaborateurs anglophones avaient de la difficulté à le comprendre", d'expliquer une source libérale bien informée.

Dans son discours public, le chef libéral a d'ailleurs invité les anglophones à se rallier à lui lors du prochain scrutin général, qui pourrait avoir lieu dès cet automne si le gouvernement Harper ne passe pas le test du discours du Trône.

"Les gens qui me côtoient me disent souvent: "Votre personnalité et vos idées ne sont pas comme on les avait perçue". Je pense qu'après la journée d'aujourd'hui, bien des gens vont dire: "Il n'est pas comme on l'avait perçu". C'est un travail que je veux faire parce que je sais que je veux donner tellement à tous les Québécois comme premier ministre du Canada", a-t-il lancé avec conviction.

Alors que son parti traîne dans les sondages et que le chef lui-même semble plutôt isolé, Stéphane Dion souhaite-t-il avoir des élections à court terme? Non, a-t-il avoué, mais l'Opposition officielle ne maintiendra pas au pouvoir un parti qui présenterait des mesures contraires aux intérêts des Canadiens.

"Dans le discours du Trône, j'espère retrouver au moins quatre choses. D'abord, il faut que le projet de loi sur l'air pur et les changements climatiques reste en vie. Ensuite, il faut que des mesures soient prises pour renforcer l'économie canadienne. Troisièmement, il faut qu'il y ait enfin quelque chose sur la pauvreté pour aider tous les gens dans le besoin, puis, finalement, le premier ministre doit être clair envers nos alliés et spécifier que la mission en Afghanistan se terminera en février 2009", a-t-il énuméré.

marie-christine.bouchard@latribune.qc.ca

La panique s'empare de Duceppe, croit Blackburn

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.09.24
SECTION: Politique
PAGE: 9
BYLINE: STÉPHANE BÉGIN
DATELINE: JONQUIERE
WORD COUNT: 243

"Les récentes déclarations de Gilles Duceppe démontrent que le Bloc québécois se sent sur la voie descendante."

Le député fédéral de Jonquière/Alma et ministre du Travail, Jean-Pierre Blackburn ne semble guère impressionné par les demandes du chef du BQ en prévision du discours du trône du premier ministre canadien, Stephen Harper.

Gilles Duceppe a déposé ses cinq demandes pour que le BQ vote en faveur du discours du trône et ainsi éviter le déclenchement d'une élection générale.

Le chef du BQ veut que Stephen Harper se prononce sur l'élimination du pouvoir de dépenser d'Ottawa, sur des mesures fiscales concrètes pour les régions victimes de la crise forestière, sur le maintien intégral du système de gestion de l'offre pour les agriculteurs, sur le retrait des soldats de l'Afghanistan en 2009 et sur la mise en oeuvre de Kyoto.

"En exigeant comme il le fait, M. Duceppe fait preuve d'arrogance comme chez les vieux partis politiques. J'ai l'impression qu'il sent que ça va moins bien pour son parti et qu'il perd des appuis de la population.

D'ailleurs, le ministre pense que les conservateurs ont livré la marchandise dans le dossier du déséquilibre fiscal, sur la reconnaissance du Québec comme nation et que le Québec a de plus en plus sa place au sein du Canada.

"Gilles Duceppe a peut-être l'intention de renverser le gouvernement à la suite du discours du trône, mais il doit savoir que la population pourrait lui réserver une surprise à l'élection qui suivrait", de conclure le député de Jonquière/Alma.

sbegin@lequotidien.com

Le monde appelle Kaboul à mieux combattre drogue et corruption

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.24
SECTION: Actualités
PAGE: 24
SOURCE: Agence France–Presse
DATELINE: NEW YORK, Nations unies
WORD COUNT: 222

La communauté internationale a appelé le gouvernement afghan à faire plus pour lutter contre la corruption et la drogue, a indiqué hier le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors d'une réunion ministérielle à New York consacrée à la reconstruction de l'Afghanistan.

"Nous espérons que le gouvernement afghan va continuer à concentrer ses efforts sur la bonne gouvernance, à éradiquer la corruption et le trafic de drogue", a déclaré M. Ban, à l'issue de cette réunion de haut niveau qui rassemblait les membres du Groupe de suivi du Contrat d'objectifs pour l'Afghanistan signé fin janvier 2006 à Londres.

Elle était coprésidée par M. Ban et le président afghan Hamid Karzaï.

Parmi les participants figuraient notamment les cinq "Grands" (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie), l'Allemagne, l'Arabie saoudite, le Canada, l'Inde, l'Iran et le Pakistan.

L'OTAN, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, qui sont fortement impliquées en Afghanistan pour le maintien de l'ordre ou la reconstruction, étaient observateurs. Les participants ont "souligné la nécessité d'un effort international soutenu en faveur de l'Afghanistan" pour que le pays puisse ensuite subvenir à ses propres besoins en matière de développement et de sécurité, selon un communiqué publié à l'issue de la rencontre.

Ils ont également insisté sur la nécessité d'accroître la "coopération régionale", en particulier avec le Pakistan, d'où de nombreux talibans viennent alimenter la rébellion.

Dion attend le discours du Trône

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.24
SECTION: Actualités
PAGE: 20
COLUMN: En bref
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: SHERBROOKE
WORD COUNT: 159

Le chef libéral Stéphane Dion soutient qu'il ne décidera pas s'il veut faire tomber le gouvernement conservateur avant d'avoir entendu le discours du Trône. M. Dion a indiqué aux journalistes hier qu'il évaluerait les plans du premier ministre Stephen Harper sur l'environnement et l'Afghanistan avant de décider comment son parti votera sur le discours du Trône. Le Parti libéral veut que le gouvernement conservateur s'engage formellement à retirer les troupes de combats canadiennes d'Afghanistan en 2009 et présente à nouveau un projet de loi sur la qualité de l'air qui n'a pu être adopté lors de la dernière session parlementaire. M. Dion a toutefois averti que son parti ne pourrait pas appuyer un discours du Trône qui ne comprend pas ces éléments et qui ne comporte pas de plans pour combattre la pauvreté.

Les conditions

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.24
SECTION: Forum
PAGE: 18
SOURCE: Collaboration spéciale
BYLINE: Bergeron, Pierre
WORD COUNT: 619

Gilles Duceppe doit relever l'ultime défi de la pertinence du Bloc québécois. On ne peut donc lui reprocher de prendre les devants en prévision du discours du Trône qui marquera le retour en Chambre le 16 octobre prochain. Les cinq conditions énoncées devant ses militants à Rimouski s'adressaient davantage à ses troupes qu'à Stephen Harper.

En durcissant le ton, le chef bloquiste veut rallier ses troupes fortement ébranlées par le résultat catastrophique des complémentaires de lundi dernier. Personne ne doute que le gouvernement Harper n'ait l'amorce d'une intention de céder aux conditions de Gilles Duceppe : "élimination" du pouvoir fédéral de dépenser dans des champs de compétence provinciale, engagement clair à respecter le protocole de Kyoto, maintien intégral du système de gestion de l'offre agricole, mesures fiscales pour aider les travailleurs touchés par la crise forestière, retrait des Forces canadiennes d'Afghanistan en février 2009.

Pour le chef du Bloc, ces cinq conditions tombent sous le sens car elles s'intègrent parfaitement dans la logique de la plateforme de son parti et de ses positions traditionnelles. Ce qui est nouveau, c'est qu'il en fait des conditions non négociables à l'appui de son parti au discours du Trône, sinon il est prêt à renverser le gouvernement et à précipiter le pays dans une élection générale. "Préparez-vous ! S'il n'y a pas ça là-dedans, on s'en va en élection !" S'agit-il d'un risque calculé ou d'un geste désespéré pour fouetter les troupes ? Les deux.

Il va de soi que les bloquistes ont été sévèrement sonnés par les complémentaires du 17 septembre. L'érosion de leurs appuis se double d'une crise profonde de pertinence. Pourquoi le Bloc à Ottawa si le Québec fait davantage de progrès avec les conservateurs de Stephen Harper ? Pourquoi y envoyer des députés qui, par définition, ne participeront jamais au pouvoir ? Le vernis du Bloc est en train de virer en croûte et les électeurs québécois constatent que l'action du Bloc à Ottawa mène directement dans un cul-de-sac. Tant que les libéraux étaient au pouvoir et que Gilles Duceppe pouvait agiter le spectre du scandale des commandites, la pertinence du Bloc reposait sur des assises politiquement plus solides. Ce n'est plus le cas.

Quant au risque calculé, c'est un bluff qui ne mystifie personne. Il est vrai que le temps est le principal ennemi de Gilles Duceppe puisque ses appuis fondent à vue d'oeil. Par contre, ce ne sont certainement pas les libéraux qui souhaitent précipiter le pays en élection et Stephen Harper est coincé par la loi c-16 qui fixe la date des prochaines élections au... 19 octobre 2009. On verra donc dans le discours du Trône, comment Harper cherchera à amadouer l'un ou l'autre parti – ce qui est peu probable – ou à provoquer un renversement et, par voie de conséquence, des élections générales.

Comme Stéphane Dion est en quête d'une nouvelle image, que son parti est à reconstruire au Québec, que le Bloc voit sa pertinence et ses appuis s'affriter et que le NPD pourrait commencer à gruger dans la base électorale du Bloc, les conditions sont réunies pour Stephen Harper de laisser l'opposition provoquer une élection générale. Tout dépendra de la performance des conservateurs de John Tory aux élections ontariennes du 10 octobre.

Et six jours, c'est tout ce qu'il faut à Stephen Harper pour ajuster son message aux conditions des partis d'opposition. Dans ce contexte, le non négociable de Gilles Duceppe pourrait n'avoir été qu'une fuite en avant ou un geste désespéré pour le Bloc et un faire valoir pour le premier ministre.

Un métier pour les veuves afghanes

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.24
SECTION: Actualités
PAGE: 22
SOURCE: La Presse Canadienne
BYLINE: Moore, Dene
PHOTO: photo la presse canadienne
DATELINE: Kaboul
ILLUSTRATION: Fazila Banu Lily gère le programme de distribution denourriture et de formation de CARE, financé par l'ACDI.
WORD COUNT: 357

Dans un pays où de nombreuses femmes portent toujours la burka et où il est encore mal vu pour elles de travailler à l'extérieur de la maison, des veuves afghanes, mères de famille, profitent d'un programme soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour apprendre un métier.

La situation des mères chefs de famille monoparentale est difficile en Afghanistan.

L'une d'elles, Sediqua Mousaway, qui a trois enfants et dépend de l'organisme CARE International pour les nourrir, suit une formation de charpentière. Son mari a été tué par les talibans.

La Montréalaise Sylvie Dupuis, arrivée en Afghanistan il y a quelques semaines, dirige le nouveau programme de l'organisation CARE qui donnera une formation professionnelle à 1800 veuves afghanes. Le projet, financé par l'ACDI, coûtera 4,5 millions \$ en trois ans.

Les emplois étant plutôt rares dans ce pays ravagé par la guerre, aucune option ne doit être négligée. Il y aura des ateliers de couture, de filage de la laine, d'agriculture et de soins de santé. Aussi surprenant que cela puisse paraître, on donnera aussi des formations pour des emplois qui ne sont pas traditionnellement ouverts aux femmes en Afghanistan, comme ceux de chauffeuse de camions, de charpentière, de photographe et en technologie de l'information.

En plus de la formation professionnelle, ces femmes recevront une formation en mise en marché, en négociation et en vente, l'objectif étant qu'elles soient en mesure d'ouvrir leur propre micro-entreprise pour le marché local et peut-être, un jour, pour le marché de l'exportation.

Un des volets du programme consiste en une campagne d'éducation à l'intention des familles et des communautés visant à surmonter la désapprobation qu'encourent souvent les femmes qui travaillent hors de chez elles.

"C'est un défi, mais nous devons le relever", affirme Fazila Banu Lily, qui gère le programme de distribution de nourriture et de formation de CARE, financé par l'ACDI.

Depuis 1996, 10 000 femmes par mois, en moyenne, recevaient de la nourriture par l'intermédiaire du programme de distribution d'aliments. Cette année, seulement 3000 femmes environ en ont reçu. Le programme organise aussi des campagnes d'alphabétisation des femmes afghanes.

"Les besoins sont énormes", explique Mme Banu Lily, qui vient d'Ottawa. La situation de plusieurs veuves afghanes est "désespérée", dit-elle.

Deux soldats italiens enlevés en Afghanistan

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.24
SECTION: Actualités
PAGE: 22
SOURCE: AFP
DATELINE: HERAT, Afghanistan
WORD COUNT: 185

Le chauffeur et l'interprète afghans qui accompagnaient deux militaires italiens apparemment enlevés dans l'ouest de l'Afghanistan ont regagné hier soir Herat, le chef lieu de la province où ils voyageaient, a annoncé la police.

Il sont rentrés tard et seront interrogés aujourd'hui. On ne sait toutefois pas encore ce qui est arrivé des deux hommes.

Disparus au départ

Les deux militaires italiens ont probablement été enlevés avec les deux Afghans qui les accompagnaient dans l'ouest de l'Afghanistan, avait auparavant annoncé le ministère à Rome. "Nous retenons qu'ils ont été enlevés avec deux Afghans", indique un communiqué, alors que les deux hommes étaient simplement portés disparus.

La police du district de Shindand, à une centaine de kilomètres au sud de Herat, avait annoncé des recherches "massives" pour les retrouver hier, car les deux étrangers voyageaient sur la route principale de ce district.

Selon le sénateur Sergio De Gregorio, président de la commission Défense, il s'agit de deux sous-officiers qui avaient des contacts avec les autorités locales.

L'Italie participe avec environ 2000 hommes à la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) que l'OTAN dirige depuis l'été 2003.

Le contingent italien est déployé à Kaboul et dans l'ouest du pays, considéré comme une zone plus tranquille.

Stéphane Dion joue de prudence

PUBLICATION: Le Soleil

DATE: 2007.09.24

SECTION: Actualités

PAGE: 7

SOURCE: La Presse Canadienne

BYLINE: Dion-Viens, Daphnée

ILLUSTRATION: Les experts consultés par Le Soleil sont d'avis que Stéphane Dion est très ouvert à la discussion avec le gouvernement Harper.

WORD COUNT: 496

Échaudé par les résultats des élections partielles au Québec, Stéphane Dion joue de prudence. En affirmant qu'il attendra d'avoir entendu le discours du Trône avant de décider du sort du gouvernement Harper, il ouvre la porte à un appui des libéraux au discours du Trône qui pourrait permettre aux conservateurs de rester au pouvoir. A moins que ces derniers ne décident d'aller en élections.

C'est du moins l'avis des experts consultés par Le Soleil. De passage dans la région de Sherbrooke hier, le chef libéral Stéphane Dion s'est bien gardé d'opter pour la ligne dure envers le gouvernement Harper. Il a posé ses conditions à un appui au discours du Trône, mais ses critères demeurent "flous" et "pas très risqués", selon François Rocher, politologue et directeur de l'École des études canadiennes de l'Université Carleton.

"Dans le discours du Trône, j'espère trouver au moins quatre choses", a affirmé Stéphane Dion hier à l'Université Bishop's, où il participait à la journée de l'Association des Townshippers. "D'abord, il faut que le projet de loi sur l'air pur et les changements climatiques reste en vie. Ensuite, il faut que des mesures soient prises pour renforcer l'économie canadienne. Troisièmement, il faut qu'il y ait enfin quelque chose sur la pauvreté pour aider tous les gens dans le besoin, puis, finalement, le premier ministre doit être clair envers nos alliés et spécifier que la mission en Afghanistan se terminera en février 2009."

Christian Rouillard, professeur à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, se serait lui aussi attendu à "quelque chose de plus précis, qui colle davantage à l'idéologie libérale". "Mais M. Dion se montre plutôt ouvert à la discussion, constate-t-il. Il ne s'est pas peinturé dans le coin, au contraire."

Duceppe non négociable

Rien de très contraignant comparé aux conditions "non négociables" posées samedi par le chef bloquiste Gilles Duceppe, qui a notamment exigé l'élimination complète du pouvoir de dépenser d'Ottawa.

"M. Duceppe ne peut plus reculer. Il ne pourra pas appuyer le discours du trône puisque demander de renoncer au pouvoir du fédéral de dépenser, c'est comme s'attaquer aux colonnes du temple", illustre le politologue. Le Bloc – qui a permis au gouvernement minoritaire de Stephen Harper de survivre à trois votes de confiance depuis 2006 – vise ainsi à consolider son électorat en voulant prendre ses distances des conservateurs, explique M. Rocher.

Pour survivre au discours du Trône, le gouvernement Harper a besoin de l'appui d'au moins un des partis d'opposition. Et ce ne sera certainement pas le Nouveau Parti démocratique (NPD) de Jack Layton qui l'appuiera, puisqu'il s'agit d'un "mariage incompatible, aux antipodes du spectre politique", rappelle M. Rocher.

Reste à voir si Stephen Harper ne préférera pas déclencher lui-même des élections, ajoute M. Rouillard. "Il pourrait faire des gains au Québec et ne peut pas vraiment espérer d'adversaire électoral plus faible, affirme-t-il en parlant de Stéphane Dion. Tout est possible."

Appel international à mieux combattre la corruption à Kaboul

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.24
SECTION: LE MONDE
PAGE: b2
BYLINE: AFP
WORD COUNT: 420

New York, Nations unies – La communauté internationale a appelé hier le gouvernement de Kaboul à accentuer la lutte contre la drogue et la corruption, alors que l'insurrection des talibans regagne du terrain et que la production d'opium bat tous les records en Afghanistan.

«Nous espérons que le gouvernement afghan va continuer à concentrer ses efforts sur la bonne gouvernance, à éradiquer la corruption et le trafic de drogue», a déclaré à la presse le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à l'issue d'une réunion ministérielle à New York consacrée à la reconstruction de l'Afghanistan.

Un communiqué conjoint publié à l'issue de la rencontre «condamne sans équivoque le terrorisme et les autres activités illégales, qui empêchent l'établissement de l'état de droit et la fourniture de services de base au peuple afghan».

Les participants ont «souligné la nécessité d'un effort international soutenu en faveur de l'Afghanistan» pour qu'il puisse ensuite subvenir à ses propres besoins en matière de développement et de sécurité, indique le communiqué.

Pour tenter de mieux résoudre les énormes problèmes que rencontre toujours ce pays, en proie au regain de la rébellion des talibans et à une criminalité liée à un trafic de drogue florissant, les participants ont promis d'«améliorer la coordination stratégique en Afghanistan dans quatre domaines: sécurité et contre-terrorisme, coopération régionale, lutte contre la drogue et gouvernance». La conférence a également insisté sur la nécessité d'accroître la «coopération régionale», en particulier avec le Pakistan, d'où de nombreux talibans viennent alimenter la rébellion.

La réunion, coprésidée par M. Ban et le président afghan Hamid Karzaï, rassemblait les membres du Groupe de suivi du contrat d'objectifs pour l'Afghanistan, signé fin janvier 2006 à Londres. Y participaient notamment les cinq «Grands» (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie), l'Allemagne, l'Arabie saoudite, le Canada, l'Inde, l'Iran et le Pakistan.

L'OTAN, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, fortement engagées en Afghanistan pour le maintien de l'ordre ou la reconstruction, étaient observateurs. Le Contrat d'objectifs (Afghanistan Compact) est un document politique qui renouvelait pour cinq ans le partenariat entre le gouvernement afghan, engagé dans des objectifs précis de développement et de renforcement de l'État, et ses alliés internationaux, une soixantaine de pays en tout.

Cette coopération s'articule autour de trois piliers: sécurité, gouvernance et respect des droits de la personne, et développement économique et social durable. A cela s'ajoute une priorité transversale, la lutte contre la drogue. L'Afghanistan assure 93 % de la production mondiale d'opium.

Le modéré Yasuo Fukuda prendra les rênes du Japon

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.24
SECTION: LE MONDE
PAGE: b1
BYLINE: Jérémy Nieckowski
WORD COUNT: 586

Tokyo – Le conservateur modéré Yasuo Fukuda a été officiellement adoubé hier à Tokyo pour succéder au premier ministre démissionnaire Shinzo Abe et sortir la droite japonaise de la grave crise qui menace sa mainmise sur le pouvoir.

Assuré d'une invincible majorité à la Chambre des députés, il sera intronisé premier ministre demain par la Diète, plus de 30 ans après son père Takeo Fukuda, et devrait former son gouvernement peu après. Vétéran du Parti libéral démocrate (PLD), Yasuo Fukuda, 71 ans, a été élu président du parti avec près de 60 % des voix. «Il y a une semaine, je ne me voyais pas dans une telle position de leader», déclarait mercredi devant la presse internationale cet «homme de l'ombre» volontiers discret. Vieux renard de la politique et fin manoeuvrier, il détient le record de longévité (1289 jours) au poste clé de porte-parole du gouvernement.

Pourtant, le favori à la succession de Shinzo Abe était le secrétaire général du parti, Taro Aso, 67 ans. Mais cet ancien ministre des Affaires étrangères puis des Affaires intérieures sous Koizumi n'a jamais disposé d'un soutien fort de la part des diverses factions du PLD. Tandis qu'il affichait sa volonté de continuer l'action politique du premier ministre, le recul prudent et la sagesse affichés par Fukuda ont permis à son rival de remporter la bataille.

Les candidats ont eu dix jours pour rallier les courants du parti à leur cause. Très policée au départ, la campagne est devenue tendue, voire agressive, lorsque les deux hommes ont abordé les relations diplomatiques avec le reste de l'Asie. «Des perspectives historiques basées sur des points de vue masochistes ne correspondent pas à ma philosophie», avait assené Taro Aso en pleine conférence de presse commune avec son rival.

«Il est problématique de rejeter les opinions adverses en les taxant de masochistes ou de malsaines», avait répondu Yasuo Fukuda. Le nouveau président du PLD est reconnu comme un politicien «pro-Chine» et ouvert au dialogue avec la Corée du Nord. Il rejette toute visite au temple Yasukuni, où reste vénérée la mémoire des anciens combattants japonais, dont quelques criminels de guerre de classe A. Le pèlerinage annuel de l'ancien premier ministre Junichiro Koizumi au temple a été à la base de la détérioration des relations avec la Chine entre 2005 et 2006.

Parmi les autres dossiers en attente, l'extension de la loi antiterroriste pour le soutien des forces alliées en Afghanistan reste un sujet délicat. Le centre gauche, qui détient la Chambre haute (le Sénat) depuis sa victoire aux élections de juillet dernier, y est fermement opposé: «Notre position ne va pas bouger sur ce dossier parce que le président du PLD change», a insisté Ichiro Ozawa, le chef de l'opposition de centre gauche. Son refus a en partie contribué à la démission surprise de Shinzo Abe. «Si nous ne votons pas cette loi, les autres pays penseront qu'ils n'ont plus besoin de nous», plaide Yasuo Fukuda, qui veut asseoir la crédibilité de son pays sur la scène internationale. Tout en assurant vouloir «ressusciter le parti et regagner la confiance des Japonais».

Quant à Shinzo Abe, hospitalisé pour stress, il a publié hier un message dans lequel il regrette d'avoir «créé un vide politique à un moment si crucial». Il devrait tenir une conférence de presse aujourd'hui.

Une belle tête de vainqueur

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.24
SECTION: IDÉES
PAGE: a7
BYLINE: Stréliski,
Jean-Jacques
WORD COUNT: 897

C'était lundi dernier, il y a tout juste une semaine. Thomas Mulcair a triomphé. Dans la chic brasserie de la rue Bernard où nous sommes rassemblés pour regarder la soirée des élections, mes amis d'Outremont et moi sommes partagés. Les uns jubilent, se flattent, se congratulent; d'autres affichent des mines blafardes, quelque peu atterrées, qui en disent long sur leur niveau de déception et de questionnement.

Vous l'aurez compris, comme beaucoup d'Outremontais, je compte forcément des amis libéraux, nombre de bloquistes et un ou deux conservateurs. C'est statistiquement normal. Mais, à dire vrai, je ne me connaissais aucun ami se réclamant du Nouveau Parti démocratique (NPD). Et soudain, en une seule soirée, comme par enchantement, voilà qu'il en surgit une bonne douzaine. C'est curieux. Comme je tiens à garder mes amis, je me garde bien de réagir. Je m'emploie plutôt à essayer de comprendre. Alors, j'observe et j'écoute. Outremont vient de passer du rouge au orange. Pour le daltonien que je suis, la chose est un peu ridicule, mais c'est comme ça!

Mulcair a gagné, mais je n'ai entendu ce soir-là que le nom de Stéphane Dion. Mulcair a gagné, mais il n'a été question que du dernier congrès à la chefferie libérale. Mulcair a gagné, mais personne n'a parlé de l'Afghanistan. Mulcair a gagné, mais personne n'a jamais prononcé le mot NPD et encore moins le nom de Jack Layton. Ah oui! Je me souviens, quelqu'un a dit: environnement et Kyoto... Et puis après, la soirée s'est éteinte dans un brouhaha général après le discours du gagnant que personne n'a écouté.

Je suis sorti de la brasserie quelque peu perplexe. Comme cela m'arrive fréquemment, je ne m'en suis par formalisé à outrance, certain que mes chroniqueurs favoris me donneraient le lendemain, dans leurs journaux respectifs, des explications en profondeur sur la chose étrange qui venait d'arriver...

Sur le chemin du retour, je réfléchis, je prends mon temps, je lambine même. Outremont dans la nuit encore douce de cette fin d'été étale avec élégance et un soupçon d'impudeur ses intérieurs éclairés et bourgeois. Dans mon coin, le prix des appartements et des maisons se situe entre 300 000 \$ et 4 millions \$. La majorité de ces demeures cossues sont libres de leur hypothèque. Je commence à sourire. Je découvre avec stupéfaction ma nouvelle ville «néo-démocratique». Je me prends à penser qu'ironiquement, le premier et seul député NPD du Québec à Ottawa est vachement futé.

Mesdames et Messieurs, je croyais que la chose était exclusivement réservée à la France. Mais non, c'est bien réel, il y a désormais une gauche caviar au Québec, et bien évidemment, c'est à Outremont! Je ris tellement que j'évite de justesse un lampadaire au coin de Bloomfield et Lajoie. Soudain, et en très grand, le visage de Thomas Mulcair s'étale sous mes yeux. Mulcair est radieux sur sa photo, il est beau, bien propre, il pose avec Layton. Ils ont l'air de deux larrons en foire fêtant, avant l'heure, leur victoire annoncée. Pour un peu, j'aurais envie de les rejoindre pour prendre un dernier verre.

Malgré un fond de couleur cheap, c'est de loin la meilleure affiche de la campagne. Je prends encore une minute pour la regarder. Elle est franchement sympathique. Je l'aime bien Thomas Mulcair. En fait, je l'estime. Comme beaucoup, je le connais grâce à son passé libéral et ses prises de position sur

l'environnement. En particulier, il a fait preuve de courage lorsqu'il a démissionné du gouvernement Charest en exprimant ses divergences de vues sur l'avenir du Mont-Orford. On n'est pas habitué à voir un politicien joindre le geste à la parole. Et ce jour-là, M. Mulcair avait engrangé de gros points pour augmenter sa cote d'amour auprès des Québécois. Il vient de les utiliser.

Sur mon chemin, de poteau en poteau, se succèdent les autres affichettes des malheureux défaits. Comme pendues à autant de potences exhibant leurs cadavres, elles prennent à mes yeux l'allure de ces billets de loterie perdants, un lendemain de tirage. Sur celle du Bloc, Gilles Duceppe pose, inquiet, avec Jean-Paul Gilson, son candidat psy lacanien. Ce dernier semble lui dire: «Je t'attends pour ta prochaine séance, tu vas en avoir besoin.» Jocelyn Coulon, regard vif à travers des lunettes d'intello, arbore un sourire mi-figue mi-raisin, on dirait qu'il pense: «Heureusement qu'en plus, IL n'était pas sur la photo.» Quant à Gilles Dugay, un peu bêta, il semble avoir bien hâte qu'on décroche son affiche.

On m'appelle fréquemment avant des élections pour me faire commenter les affiches électorales, je constate aujourd'hui qu'elles parlent encore davantage une fois les élections passées – et, croyez-moi, c'est beaucoup plus amusant! Voilà peut-être un conseil à donner à ceux qui les conçoivent et les réalisent. Pensez à ce que les gens vont dire le lendemain des élections. Donc, prenez votre candidat sous son jour le plus sympathique, faites-en un objet publicitaire à part entière. Recréez avec lui une scène qui n'existera plus jamais. Usez, abusez de la retouche et donnez-lui, selon l'expression consacrée, une belle tête de vainqueur.

*** Jean-Jacques Stréliski est spécialiste en stratégie d'images

Tombera, tombera pas

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.24
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a3
BYLINE: Hébert, Chantal
WORD COUNT: 963

Zéro: tel est le pourcentage de chances que le premier ministre Stephen Harper se rende aux cinq conditions «non-négociables» énoncées ce week-end par le Bloc québécois pour appuyer le discours du Trône du mois prochain. Dans la mesure où, à leur face même, deux d'entre elles sont irrecevables, Gilles Duceppe aurait aussi bien pu se contenter d'annoncer qu'il retirait son appui au gouvernement minoritaire.

L'abrogation du pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence des provinces n'est ni dans les cartes du gouvernement actuel, ni dans celles d'un nombre suffisant de premiers ministres pour être activement considérée. D'ailleurs, les engagements passés du premier ministre, tout comme les revendications traditionnelles du Québec en la matière, s'inspiraient plutôt d'une volonté de baliser un pouvoir que plusieurs provinces continuent de juger essentiel.

Quant à la réponse du gouvernement au sujet des objectifs du protocole de Kyoto, elle est déjà connue. La décision du gouvernement Harper d'aller à son rythme en matière de lutte contre les changements climatiques est d'autant plus irrévocable qu'avec le temps, les exigences de l'opposition sont devenues, par la force des choses, de moins en moins réalisables. A ce sujet, l'opposition fait dans l'acharnement thérapeutique.

Cela n'empêche pas la même condition de se retrouver parmi les exigences énoncées il y a une dizaine de jours par le chef libéral Stéphane Dion à l'antenne de la CBC. Dans la liste des façons de se «peinturer dans le coin opposé» du gouvernement Harper en vue du discours du Trône, la demande de revenir au cadre de Kyoto arrive juste après l'exigence néo-démocrate d'un retrait immédiat des troupes canadiennes déployées dans le sud de l'Afghanistan.

A moins qu'un des chefs de l'opposition ne soit disposé à perdre la face le mois prochain – en reculant sur le fond ou en s'assurant que la plupart de ses députés soient absents au moment des votes sur le discours du Trône – la vie du gouvernement actuel tire à sa fin. Mais les larmes que provoque cette hypothèse chez les ténors conservateurs sont des larmes de crocodile.

Toutes choses étant égales, la perspective de la chute du gouvernement n'a jamais été aussi bienvenue dans les rangs conservateurs. Dans la foulée des élections partielles de lundi dernier, la fièvre électorale a gagné les troupes du premier ministre. Le résultat du vote a transformé le cabinet fédéral en nid de faucons.

Cette fébrilité électorale va à contre-courant de sondages pancanadiens qui placent toujours les conservateurs à bonne distance d'une majorité gouvernementale. A cet égard, les élections partielles ont également mis en évidence une faiblesse du parti qui ne se dément pas dans les grandes villes.

Dans Outremont, le conservateur Gilles Duguay a fini la course en quatrième place, avec moins de 10 % des suffrages. Des élections générales d'ici la fin de l'année pourraient voir une répétition du scénario de 2006, quand Toronto, Montréal et Vancouver avaient d'un commun accord tourné le dos à Stephen Harper.

Mais pour le premier ministre, ces deux bémols sont compensés par le désarroi de l'opposition, en particulier le Parti libéral. Au Québec, l'affaïssement libéral combiné à l'érosion du vote bloquiste crée un contexte favorable aux conservateurs. A l'extérieur de Montréal, le vote fédéraliste a tendance à se reporter sur la formation de Stephen Harper. Les élections complémentaires lui ont donné des raisons d'espérer profiter de la démobilisation souverainiste dont a tant bénéficié l'Action démocratique le printemps dernier.

Ailleurs au Canada, les sondages indiquent que l'appui aux libéraux est plus mou que celui des conservateurs. Contrairement à Jean Chrétien, qui était aussi populaire en Ontario qu'il était impopulaire au Québec, Stéphane Dion continue à ne pas inspirer d'enthousiasme. A l'extérieur des Maritimes, le PLC est davantage sur la défensive qu'à l'offensive.

Dans la foulée de la percée du NPD dans Outremont, tout est en place pour une guerre à finir entre cette formation et celle de M. Dion en Ontario et en Colombie-Britannique. A la faveur d'un naufrage libéral appréhendé, des élections d'ici la fin de l'année permettraient aux conservateurs de profiter d'un vote progressiste plus divisé que jamais. Le même phénomène, à sa droite, avait permis à Jean Chrétien d'engranger des récoltes inespérées en Ontario pendant les années 1990.

Au Québec comme en Ontario, tout indique enfin que Stephen Harper n'est plus l'épouvantail qu'il a déjà été. En 2006, les craintes qu'inspirait le personnage à bon nombre d'électeurs avaient sapé son élan. Signe des temps, jeudi soir dernier, les trois principaux chefs de parti ontariens ont croisé le fer en vue des élections provinciales du 10 octobre pendant 90 minutes, sans égratigner le gouvernement fédéral au passage. Comme Jean Charest le printemps dernier, le premier ministre sortant Dalton McGuinty s'est plutôt vanté d'avoir arraché une plus grosse part de transferts pour sa province au gouvernement d'Ottawa.

Les conservateurs ont passé l'été à chercher des thèmes rassembleurs en vue du discours du Trône du 16 octobre et ultimement de leur prochaine campagne électorale. En posant des conditions qu'ils savent d'avance que le gouvernement Harper ne remplira pas, les trois partis d'opposition lui rendent un service: celui d'avoir une chance inespérée d'aller aux urnes à un moment qu'il juge opportun sans avoir à jouer au casse-cou lors du discours du 16 octobre pour être défait. Jack Layton s'accommoderait tout à fait d'une campagne hâtive; Gilles Duceppe voit désormais les élections comme un moindre mal. La balle – ou plutôt la patate chaude – est dans le camp de Stéphane Dion. Pauvre lui!

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Adil Charkaoui veut retrouver son entière liberté

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.24
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a3
SOURCE: PC
WORD COUNT: 221

Adil Charkaoui demandera aujourd'hui à la Cour fédérale d'abandonner les procédures de certificat de sécurité dont il a fait l'objet, et qui l'empêchent de jouir d'une liberté totale. Le présumé terroriste d'origine marocaine, qui a été remis en liberté en 2005, doit depuis respecter différentes conditions, dont un couvre-feu et le port d'un bracelet de surveillance électronique. Ses avocats invoqueront une lettre de son dénonciateur, Ahmed Ressay, qui indiquait au Journal de Montréal, qu'il ne disait pas la vérité lorsqu'il a déclaré à des agents du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), il y a quatre ans, qu'il avait vu Charkaoui dans un camp d'entraînement d'al-Qaïda, en Afghanistan.

Le mois dernier, les avocats du gouvernement fédéral ont affirmé que Ressay avait menti dans sa lettre de rétractation publiée par le quotidien montréalais en avril.

Ressay, qui vivait à Montréal, a été reconnu coupable, en 2001, d'avoir comploté pour faire exploser l'aéroport international de Los Angeles.

Adil Charkaoui a pour sa part été arrêté en 2003 et a été détenu pendant 21 mois en vertu d'un certificat de sécurité.

Les avocats de Charkaoui soutiennent que les conditions de remise en liberté de leur client devraient être levées, aussi en raison de l'arrêt de la Cour suprême du Canada, en février dernier, qui déclarait le processus des certificats de sécurité inconstitutionnel.

La livraison des hélicoptères Chinook retardée ?; Ottawa souhaite modifier le design des Chinook CH-47 qu'il entend commander

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.24
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a2
BYLINE: Murray Brewster
WORD COUNT: 445

Ottawa – Les forces aériennes canadiennes souhaitent améliorer le design des hélicoptères de combat Chinook CH-47 qu'elles prévoient acheter et ont offert un contrat limité à Boeing pour la construction de quelques prototypes, ont révélé à La Presse canadienne des sources au sein de la Défense.

Le chef d'état-major de la Force aérienne, le lieutenant-général Angus Watt, a confirmé que les responsables du projet ont demandé des changements, mais n'a pas voulu discuter des détails des négociations en cours. Il s'est toutefois dit confiant que ces demandes ne retarderont pas la livraison des 16 hélicoptères moyens-porteurs, que l'armée considère essentiels pour la mission en Afghanistan.

Des observateurs s'inquiètent toutefois que ces demandes repoussent la date de livraison au-delà de 2011.

M. Watt a déclaré en entrevue qu'étant donné le peu de ressources militaires canadiennes, il souhaitait faire l'acquisition d'hélicoptères très équipés qui pourraient effectuer différents types de mission.

La force aérienne souhaite notamment que les hélicoptères soient dotés d'un meilleur blindage et d'un meilleur armement pour être en mesure d'évacuer les blessés en zone de combat.

En ce moment, les soldats canadiens blessés en Afghanistan sont transportés par des hélicoptères américains Blackhawk spécialement conçus. Les modifications proposées au Chinook n'en feraient pas des hélicoptères-ambulances parce qu'ils n'auraient pas tout l'équipement médical à bord, mais leur permettraient d'assurer l'évacuation de la plupart des soldats blessés dans des délais raisonnables.

Le lieutenant-général Watt a indiqué que d'autres changements de design devaient améliorer les capacités des Chinook à voler dans de mauvaises conditions météorologiques et sur de grandes distances – deux caractéristiques nécessaires pour que les hélicoptères puissent servir à l'armée dans l'Arctique pendant l'été.

La force aérienne souhaite également que les CH-47 puissent servir d'auxiliaires aux hélicoptères de recherche et sauvetage Cormorant parfois défaillants.

Quand le programme a été annoncé, le ministre de la Défense du moment, Gordon O'Connor, avait dit vouloir que les premiers appareils soient livrés en 2010 ou 36 mois après la signature du contrat.

Aucun contrat n'est encore signé

Or, plus d'un an après que le gouvernement conservateur eut invoqué des raisons de sécurité pour négocier rapidement et sans appel d'offres avec Boeing, aucun contrat n'a été signé.

Ces délais et l'éventuelle fin de la mission de combat du Canada en Afghanistan en février 2009 suscitent l'inquiétude d'experts militaires qui se questionnent sur l'avenir du programme. Alex Morrison, le président de l'Institut canadien des Études stratégiques, a rappelé qu'il était possible de tellement analyser un projet pour qu'il ne voit finalement jamais le jour.

Les planificateurs de la force aérienne soutiennent que ces 16 hélicoptères sont le minimum nécessaire pour faire le travail, mais des documents dévoilés par le bureau responsable du programme laissent croire que la flotte pourrait éventuellement accueillir jusqu'à 35 appareils.

Élections: Dion maintient le suspense; Le chef du PLC dit souhaiter que le gouvernement fonctionne, mais...

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.24
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Gervais, Lisa–Marie
WORD COUNT: 1376

Alors que la perspective de la tenue d'élections fédérales cet automne semble de plus en plus réelle, le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, maintient le suspense sur sa position. En point de presse hier à l'Université Bishop de Sherbrooke où il donnait un discours, le chef du parti libéral du Canada n'a pas fermé, lui non plus, la porte à un éventuel vote contre le discours du trône qui aura lieu le 16 octobre prochain.

Alors que le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique (NPD) penchent plutôt en faveur d'un rejet du discours, tous les regards sont maintenant posés sur le parti libéral qui, de son seul appui, pourrait permettre au gouvernement de rester au pouvoir puisqu'il suffirait aux conservateurs d'être appuyés par l'un ou l'autre des trois principaux partis d'opposition pour continuer de gouverner. Mais Stéphane Dion est malgré tout demeuré très évasif quant à ses intentions.

«On va voir ce qu'il y a dans le discours du trône. Pas question pour moi de rejeter un discours avant de l'avoir vu. S'il n'y a rien sur l'économie, rien pour lutter contre la pauvreté, s'il n'y a rien pour corriger les faiblesses du plan Baird et aucune prévision sur ce que le Canada va faire en Afghanistan, vous comprendrez qu'on ne pourra pas se lever et appuyer un tel discours», a déclaré le chef du Parti libéral, qui connaît des temps difficiles en raison des mauvais résultats de ses candidats aux dernières élections partielles.

M. Dion a néanmoins laissé entendre qu'il préférerait que le Parlement fonctionne. «Nous préférierions que le Parlement fonctionne, mais pour que le Parlement fonctionne, il faut quand même une chose élémentaire, c'est que l'opposition officielle du Canada puisse se retrouver dans le discours du trône», a nuancé le chef du Parti libéral.

Pour certains observateurs, ce flou maintenu par le chef des libéraux traduit bien le caractère inconfortable de la situation dans laquelle il se trouve. «La prudence dont fait preuve M. Dion illustre l'une de ses difficultés et de ses craintes, d'être tout pour tout le monde et rien pour personne», a soutenu l'analyste politique de l'Université d'Ottawa, Christian Rouillard. «Mais en disant qu'il ne votera pas avant d'avoir vu le discours du Trône, il a une volonté de faire preuve d'un certain esprit critique et de ne pas se montrer complaisant à l'égard du gouvernement actuel. [...] La façon dont il a formulé sa déclaration montre justement que ce n'est pas une position très critique et que ce qu'on souhaite ici, c'est de se garder une marge de manoeuvre assez grande», poursuit-il.

Quant au nouveau député d'Outremont, le néo-démocrate Thomas Mulcair, il est d'avis que le chef du Parti libéral a tenté de minimiser les propos de Denis Coderre la veille, qui selon lui ouvrait la porte à un appui aux conservateurs. «M. Dion ne convainc pas dans ses propos. [...] Il reste évasif et dit qu'il préfère attendre avant de se prononcer. J'ai plutôt l'impression que M. Dion est dans une position très affaiblie mais je prends tout de même acte de ce qu'il a dit aujourd'hui», a-t-il soutenu.

Tout repose sur les libéraux

Élections: Dion maintient le suspense; Le chef du PLC dit souhaiter que le gouvernement fonctionne, mais...

Samedi, le Bloc québécois avait lancé un véritable ultimatum au gouvernement de Stephen Harper en annonçant cinq conditions qu'il souhaitait retrouver dans le discours du Trône, faute de quoi il n'allait pas manifester son appui au gouvernement. L'incompatibilité de conditions «non-négociables» avec les visées du gouvernement conservateur laisse entendre clairement que le chef du Bloc, Gilles Duceppe, ne votera pas en faveur du discours du Trône et souhaiterait donc aller en élections. M. Duceppe s'est dit prêt à faire face à une telle éventualité, même s'il a précisé que «ce serait mentir que de dire qu'on a déjà loué l'autobus», a-t-il dit, un sourire en coin. A tous ceux qui ont remis en question la raison d'être de son parti – en particulier le ministre de la Défense Maxime Bernier qui l'a qualifié d'«inutile» –, M. Duceppe a rétorqué qu'il était habitué à ce genre de discours. «Moi, ça fait 17 ans que je suis à Ottawa, j'entends ça à tous les six mois que le Bloc va disparaître. On a gagné aux élections générales de 1993, 1997, 2000, 2004, 2006, on a bien l'intention de faire la même chose aux prochaines élections», a-t-il affirmé en déclarant que les Québécois avaient besoin du Bloc pour se faire respecter et défendre leurs intérêts.

Compte tenu des conditions imposées par le NPD en ce qui concerne la présence du Canada en Afghanistan et Kyoto – des conditions qui sont diamétralement opposées aux prétentions du gouvernement conservateur pour le moment –, une position aussi catégorique du Bloc revient ainsi à faire décider du sort du gouvernement Harper par les libéraux, croient certains analystes.

«M. Duceppe est catégorique dans sa position parce qu'il veut renvoyer la balle à M. Dion. Il sait que [celui-ci] est dans une extrême fragilité, alors aussi bien crever l'abcès», a constaté M. Rouillard. Selon lui, le fait que M. Dion n'ait pas précisé clairement ce qu'il souhaite que le gouvernement Harper fasse concernant le projet de loi C-30 sur la qualité de l'air démontre qu'il laisse la porte ouverte à un appui facile à M. Harper. «Tout ce que Dion demande, c'est un ouverture au dialogue. Et s'il l'obtient, comme dans le projet de loi C-30, cela pourrait être suffisant pour qu'il appuie finalement le discours du Trône et empêche le renversement du gouvernement», a indiqué le professeur à l'Université d'Ottawa.

Y aura-t-il élections?

Bien que les principaux chefs des partis d'opposition ont dit attendre de voir le discours du trône avant de se prononcer définitivement, la perspective d'avoir des élections dès cet automne semble de plus en plus imminente. Au gouvernement conservateur, on ne souhaite évidemment pas d'en arriver à cette ultime issue. «Le gouvernement ne veut pas d'élections», a déclaré Dimitri Soudas, attaché de presse de Stephen Harper. «Il y a une chose qui est certaine en ce qui concerne les déclarations des différents politiciens, je pense que les Québécois ont envoyé un message très clair au Bloc et au Parti libéral aux dernières élections partielles et j'espère que ces deux partis ont bien compris qu'ils ne veulent pas avoir une autre élection.» Il a ajouté qu'il espérait que les partis attendent d'avoir lu le discours du Trône avant de se prononcer et s'est dit satisfait d'apprendre que M. Dion allait faire de même, lui «qui, la dernière fois, avait voté contre le budget sans même l'avoir lu.» Le gouvernement conservateur n'a pas voulu dire s'il allait inclure certaines conditions formulées par les chefs des partis d'opposition dans le discours. «Il faut attendre le dépôt. Tout y sera indiqué noir sur blanc», a dit le porte-parole du premier ministre.

Pour sa part, le NPD, qui a le vent dans les voiles depuis la récente élection de Thomas Mulcair lors des partielles d'Outremont, a réitéré sa position de voter contre le discours du Trône à moins que le gouvernement conservateur ne consente à se retirer immédiatement de l'Afghanistan et à respecter le protocole de Kyoto, même s'il croit que «ce n'est pas demain la veille qu'on va voir le gouvernement conservateur appuyer nos revendications», a indiqué Thomas Mulcair, qui se faisait le porte-parole de son chef, Jack Layton. «J'ai dit à mes gens, le sourire en coin, qu'il faudrait peut-être remiser nos pancartes électorales au sous-sol pour un mois pour les réutiliser... Je n'élimine pas la possibilité que personne ne soutienne le gouvernement, mais j'ai l'impression que le Bloc ou les libéraux vont le faire», a-t-il conclu.

11 pays exhortent Kaboul à mieux combattre la corruption et la drogue

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.24
SECTION: Monde
PAGE: A18
COLUMN: Le tour du globe
SOURCE: Agence France–Presse
WORD COUNT: 165

La communauté internationale a appelé hier le gouvernement de Kaboul à accentuer la lutte contre la drogue et la corruption, alors que l'insurrection des talibans regagne du terrain et que la production d'opium bat tous les records en Afghanistan. "Nous espérons que le gouvernement afghan va continuer à concentrer ses efforts sur la bonne gouvernance, à éradiquer la corruption et le trafic de drogue", a déclaré à la presse le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à l'issue d'une réunion ministérielle à New York consacrée à la reconstruction de l'Afghanistan. Les participants ont "souligné la nécessité d'un effort international soutenu en faveur de l'Afghanistan" pour qu'il puisse ensuite subvenir à ses propres besoins en matière de développement et de sécurité. Y participaient notamment les cinq "Grands" (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie), l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, le Canada, l'Inde, l'Iran et le Pakistan.

Deux incidents font 25 morts

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.24
SECTION: Monde
PAGE: A18
SOURCE: Agence France–Presse
DATELINE: Kaboul
WORD COUNT: 280

Vingt-cinq personnes, parmi lesquelles huit policiers, quatre civils, trois gardes de sécurité et 10 talibans, ont été tués dimanche lors de deux incidents dans le nord-est et le sud-ouest de l'Afghanistan, selon des sources officielles.

Dans la province de Badakhshan au nord-est, des hommes armés ont tendu une embuscade à un minibus transportant les huit policiers, dont des agents du renseignement, et quatre civils, selon le chef de la police provinciale, le général Aqa Noor Kendoz.

Les 12 ont été tués, a-t-il dit. "Nous ne savons pas qui a fait cela. Nous enquêtons".

Le général Kendoz a écarté des inimitiés personnelles et penche plutôt pour une attaque de rebelles, dont les talibans qui semblent renforcer leur présence dans cette province normalement paisible.

Embuscade

Par ailleurs, dans le sud-ouest du pays, où les talibans sont actifs, une embuscade a été tendue contre un convoi de carburant sur une route importante de la province de Farah, a indiqué la police.

Cette attaque a provoqué d'importants affrontements pendant une heure entre les gardes de sécurité afghans qui escortaient le convoi et les rebelles, a déclaré à l'AFP le chef des services du renseignement provincial, Juma Khan.

Dix talibans et trois gardes de la firme de sécurité américaine USPI ont été tués, trois autres ont été capturés par les rebelles et cinq blessés, a-t-il précisé.

Environ sept camions ont été incendiés et un policier afghan a été blessé, a-t-il ajouté.

L'attaque s'est déroulée dans une zone où deux militaires italiens ont disparu, semble-t-il enlevés, samedi. Les talibans ont kidnappé des dizaines d'Afghans et d'étrangers, mais ils ont déclaré hier ne pas être au courant de cet incident.

L'insécurité grandit en Afghanistan six ans après le renversement du pouvoir des talibans par une coalition internationale dirigée par les États-Unis, fin 2001. Depuis, les insurgés ont multiplié leurs attaques, en particulier les attentats suicide et les enlèvements.

Le Canada aide les veuves à apprendre un métier

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.24
SECTION: Actualités
PAGE: A16
SOURCE: La Presse Canadienne
PHOTO: PHOTO Dene Moore, LA PRESSE CANADIENNE
DATELINE: Kaboul
ILLUSTRATION: Fazila Banu Lily gère le programme de distribution denourriture et de formation de CARE, financé par l'ACDI.
WORD COUNT: 306

Dans un pays où de nombreuses femmes portent toujours la burka et où il est encore mal vu qu'elles travaillent à l'extérieur de la maison, des veuves afghanes, mères de famille, profitent d'un programme soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour apprendre un métier.

La situation des mères chefs de famille monoparentale est difficile en Afghanistan.

L'une d'elles, Sediqa Mousawey, qui a trois enfants et dépend de l'organisme CARE International pour nourrir ses enfants, suit une formation de charpentière. Son mari a été tué par les talibans.

La Montréalaise Sylvie Dupuis, arrivée en Afghanistan il y a quelques semaines, dirige le nouveau programme de l'organisation CARE, qui donnera une formation professionnelle à 1800 veuves afghanes. Le projet, financé par l'ACDI, coûtera 4,5 millions en trois ans.

Les emplois étant plutôt rares dans ce pays ravagé par la guerre, aucune option ne doit être négligée. Il y aura des ateliers de couture, de filage de la laine, d'agriculture et de soins de santé. Aussi surprenant que cela paraisse, on donnera aussi des formations pour des emplois qui ne sont pas traditionnellement ouverts aux femmes en Afghanistan, comme ceux de chauffeur de camion ou de charpentier, ou encore en photographie et en technologie de l'information.

En plus de la formation professionnelle, ces femmes recevront une formation en mise en marché, en négociation et en vente, l'objectif étant qu'elles soient en mesure d'ouvrir leur propre micro-entreprise pour le marché local et, peut-être un jour, pour le marché de l'exportation.

Un des volets du programme consiste en une campagne visant à contrer la désapprobation qu'encourent souvent les femmes qui travaillent hors de chez elles.

"C'est un défi, mais nous devons le relever", affirme Fazila Banu Lily, qui gère le programme de distribution de nourriture et de formation de CARE, financé par l'ACDI.

Depuis 1996, 10 000 femmes par mois, en moyenne, recevaient de la nourriture par l'intermédiaire du programme de distribution d'aliments.

Dion attendra le discours du Trône

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.24
SECTION: Politique
PAGE: A14
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: Sherbrooke
WORD COUNT: 540

Le chef libéral, Stéphane Dion, ne décidera pas s'il fait tomber le gouvernement conservateur avant d'avoir entendu le discours du Trône.

M. Dion a indiqué aux journalistes hier qu'il évaluerait les plans du premier ministre Stephen Harper sur l'environnement et l'Afghanistan avant de décider comment son parti votera sur le discours du Trône.

Le Parti libéral veut que le gouvernement conservateur s'engage formellement à retirer les troupes de combat d'Afghanistan en 2009 et qu'il présente de nouveau un projet de loi sur la qualité de l'air qui n'a pu être adopté lors de la dernière session parlementaire.

M. Dion a toutefois averti que son parti ne pourrait pas appuyer un discours du Trône qui ne comprend pas ces éléments et qui ne comporte pas de plans pour combattre la pauvreté.

"Dans le discours du Trône, j'espère retrouver au moins quatre choses. D'abord, il faut que le projet de loi sur l'air pur et les changements climatiques reste en vie. Ensuite, il faut que des mesures soient prises pour renforcer l'économie canadienne. Troisièmement, il faut qu'il y ait enfin quelque chose sur la pauvreté pour aider tous les gens dans le besoin. Enfin, le premier ministre doit être clair envers nos alliés et spécifier que la mission en Afghanistan se terminera en février 2009", a-t-il énuméré.

Le gouvernement conservateur a besoin de l'appui d'au moins un parti d'opposition pour survivre au vote de confiance sur le discours du Trône le 16 octobre. Les conservateurs ont survécu à trois votes de confiance depuis 2006 grâce au soutien du Bloc québécois.

Stéphane Dion, qui était de passage à Sherbrooke hier, a aussi pris un bain de foule à l'occasion de la 28e Journée annuelle des Townshippers. Lors d'un discours, le chef libéral a d'ailleurs invité les anglophones à se rallier à lui au prochain scrutin général.

A peine remis de la défaite de son parti aux élections partielles dans Outremont, M. Dion a affirmé lors d'une entrevue, la semaine dernière, que les électeurs le connaissent peu ou mal, surtout au Québec.

"Les gens qui me côtoient me disent souvent: "Votre personnalité et vos idées ne sont pas comme on les avait perçues." Je pense qu'après la journée d'aujourd'hui (hier), bien des gens vont dire: "Il n'est pas comme on l'avait perçu." C'est un travail que je veux faire parce que je sais que je veux donner tellement à tous les Québécois comme premier ministre du Canada", a-t-il déclaré lors de son passage à Sherbrooke, qui était à son agenda depuis longtemps.

De son côté, le Bloc québécois se dit prêt à voter contre le discours du Trône si le premier ministre Stephen Harper ne satisfait pas à cinq exigences.

Dans un discours à saveur électorale prononcé samedi matin devant des militants réunis à Rimouski, le chef bloquiste Gilles Duceppe a énuméré les cinq conditions, très sévères, qu'il imposera au gouvernement conservateur, les qualifiant toutes de "non négociables".

Son parti votera contre le discours du trône du 16 octobre prochain, à moins que le premier ministre accepte les demandes bloquistes, qui sont l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser, des mesures fiscales concrètes pour les régions victimes de la crise forestière, le maintien intégral du système de gestion de l'offre pour les agriculteurs, le retrait des soldats canadiens d'Afghanistan en 2009 et la mise en oeuvre du protocole de Kyoto.

LA PRESSE CANADIENNE

DATE: 2007.09.23

KEYWORDS: JUSTICE POLITIQUE INTERNATIONAL

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 194

MONTREAL _ Adil Charkaoui demandera lundi à la Cour fédérale d'abandonner les procédures de certificat de sécurité dont il a fait l'objet, et qui l'empêchent de jouir d'une liberté totale.

Le présumé terroriste d'origine marocaine, qui a été remis en liberté en 2005, doit depuis respecter différentes conditions, dont un couvre-feu et le port d'un bracelet de surveillance électronique.

Ses avocats invoqueront une lettre de son dénonciateur, Ahmed Ressam, qui indiquait au "Journal de Montréal", qu'il ne disait pas la vérité lorsqu'il a déclaré à des agents du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), il y a quatre ans, qu'il avait vu Charkaoui dans un camp d'entraînement d'Al-Qaïda, en Afghanistan.

Le mois dernier, les avocats du gouvernement fédéral ont affirmé que Ressam avait menti dans sa lettre de rétractation publiée par le quotidien montréalais en avril.

Ressam, qui vivait à Montréal, a été reconnu coupable, en 2001, d'avoir comploté pour faire exploser l'aéroport international de Los Angeles.

Adil Charkaoui a pour sa part été arrêté en 2003 et a été détenu pendant 21 mois en vertu d'un certificat de sécurité.

Les avocats de Charkaoui soutiennent que les conditions de remise en liberté de leur client devraient être levées, aussi en raison de l'arrêt de la Cour suprême du Canada, en février dernier, qui déclarait le processus des certificats de sécurité inconstitutionnel.

FGMRL1-fv

Réunion de haut niveau sur l'Afghanistan

DATE: 2007.09.23
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 196

NATIONS UNIES (AP) -- Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et le président afghan Hamid Karzaï ont co-présidé dimanche une réunion de haut niveau à laquelle ont participé plusieurs pays dont le soutien est nécessaire pour contribuer à l'instauration de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

Les 24 participants sont membres d'un comité établi pour mettre en oeuvre un plan adopté par le gouvernement afghan et la communauté internationale en janvier 2006, afin d'aider le pays à s'assurer un avenir marqué par la stabilité après deux décennies de guerre. L'objectif est de promouvoir la sécurité, l'Etat de droit, le respect des droits de l'Homme et le développement économique et social en Afghanistan ainsi que de lutter contre le trafic de drogue.

Au nombre des dirigeants présents dimanche, figuraient la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, le chef de la diplomatie iranienne Manouchehr Mottaki ainsi que les ministres des Affaires étrangères de la France, du Japon, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Turquie et de la Norvège.

La réunion s'est déroulée sur fond d'escalade de la violence et des activités terroristes contre le gouvernement d'Hamid Karzaï soutenu par les Occidentaux. AP

cr/v319

LA PRESSE CANADIENNE

DATE: 2007.09.23
KEYWORDS: AFFAIRES DÉFENSE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 406

OTTAWA _ Les forces aériennes canadiennes souhaitent améliorer le design des hélicoptères de combat Chinook CH-47 qu'elles prévoient acheter et ont offert un contrat limité à Boeing pour la construction de quelques prototypes, ont révélé des sources au sein de la Défense à La Presse Canadienne.

Le chef d'état-major de la Force aérienne, le lieutenant-général Angus Watt, a confirmé que les responsables du projet ont demandé des changements, mais n'a pas voulu discuter des détails des négociations en cours.

Il s'est toutefois dit confiant que ces demandes ne retarderont pas la livraison des 16 hélicoptères moyens-porteurs, que l'armée considère essentiels pour la mission en Afghanistan.

Des observateurs s'inquiètent toutefois que ces demandes repoussent la date de livraison au-delà de 2011.

M. Watt a déclaré en entrevue, qu'étant donné le peu de ressources militaires canadiennes, il souhaitait faire l'acquisition d'hélicoptères très équipés qui pourraient effectuer différents types de mission.

La force aérienne souhaite notamment que les hélicoptères soient dotés d'un meilleur blindage et d'un meilleur armement pour être en mesure d'évacuer les blessés en zone de combat.

En ce moment, les soldats canadiens blessés en Afghanistan sont transportés par des hélicoptères américains Blackhawk spécialement conçus. Les modifications proposées au Chinook n'en feraient pas des hélicoptères-ambulances parce qu'ils n'auraient pas tout l'équipement médical à bord, mais leur permettraient d'assurer l'évacuation de la plupart des soldats blessés dans des délais raisonnables.

Le lieutenant-général Watt a indiqué que d'autres changements de design devaient améliorer les capacités des Chinook à voler dans de mauvaises conditions météorologiques et sur de grandes distances _ deux caractéristiques nécessaires pour que les hélicoptères puissent servir à l'armée dans l'Arctique pendant l'été.

La force aérienne souhaite également que les CH-47 puissent servir d'auxiliaires aux hélicoptères de recherche et sauvetage Cormorant parfois défaillants.

Quand le programme a été annoncé, le ministre de la Défense du moment, Gordon O'Connor, avait dit vouloir que les premiers appareils soient livrés en 2010 ou 36 mois après la signature du contrat.

Or, plus d'un an après que le gouvernement conservateur eut invoqué des raisons de sécurité pour négocier rapidement et sans appel d'offres avec Boeing, aucun contrat n'a été signé.

Ces délais et l'éventuelle fin de la mission de combat du Canada en Afghanistan en février 2009 suscitent l'inquiétude d'experts militaires qui se questionnent sur l'avenir du programme.

Alex Morrison, le président de l'Institut canadien des Etudes stratégiques, a rappelé qu'il était possible de tellement analyser un projet pour qu'il ne voit finalement jamais le jour.

Les planificateurs de la force aérienne soutiennent que ces 16 hélicoptères sont le minimum nécessaire pour

faire le travail, mais des documents dévoilés par le bureau responsable du programme laissent croire que la flotte pourrait éventuellement accueillir jusqu'à 35 appareils.

GG1639-FGCHD704-fv

Deux militaires italiens pourraient avoir été enlevés en Afghanistan, selon Rome

DATE: 2007.09.23
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 327

KABOUL (AP) -- Deux militaires italiens qui circulaient dans l'ouest de Afghanistan, pourraient avoir été enlevés, selon le ministère italien de la Défense.

Aucun contact avec les deux hommes n'a pu être établi depuis plusieurs heures, a précisé le ministère dimanche en ajoutant que leurs familles étaient prévenues et qu'une enquête était en cours.

"Nous pensons qu'ils ont été enlevés ensemble avec deux Afghans", a expliqué le ministère à Rome. "Les recherches sont en cours".

Un responsable de l'ambassade d'Italie à Kaboul a souligné que les deux hommes avaient parlé pour la dernière fois à des responsables de leur base samedi soir lors d'un "contact de routine". Il a ajouté que les deux Italiens étaient basés dans la ville d'Herat.

Les deux soldats, ainsi que leur chauffeur afghan et leur interprète, ont passé samedi un barrage de police dans le secteur de Shindand dans la province d'Herat et n'ont pas donné de nouvelles depuis, selon le général Ali Khan Hassanzada, un responsable de la police afghane dans l'ouest du pays. "Nous avons lancé une enquête dans la zone", a-t-il dit.

Qari Yousef Ahmadi, un porte-parole des talibans, a expliqué à l'Associated Press qu'il ne savait pas dans l'immédiat si les extrémistes avaient enlevé les quatre hommes.

La disparition des deux Italiens a été annoncée quelques heures avant le début d'une réunion de haut niveau sur l'Afghanistan co-présidée par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et le président afghan Hamid Karzaï au siège des Nations unies à New York.

"Tout le monde a exprimé sa solidarité avec les Italiens", suite à la disparition des deux ressortissants, et "le président Karzaï a annoncé à la fin de la réunion qu'il avait certaines informations sur les lieux où ils pourraient être", a déclaré l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU Zalmay Khalilzad à deux journalistes après la rencontre.

M. Karzaï a précisé aux participants qu'il transmettrait les informations aux autorités italiennes, a ajouté le diplomate.

Le ministère italien de la Défense a souligné que ses deux ressortissants étaient des "personnels militaires" tandis que le chef de la diplomatie italienne les a qualifiés de "fonctionnaires", soulevant la possibilité que les deux hommes travaillent comme agents des renseignements. AP

sb/v168/cr/v355/390

LA PRESSE CANADIENNE

DATE: 2007.09.23

KEYWORDS: INTERNATIONAL ÉDUCATION POLITIQUE SOCIAL

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 389

KABOUL _ Dans un pays où de nombreuses femmes portent toujours la burka et où il est encore mal vu pour elles de travailler à l'extérieur de la maison, des veuves afghanes, mères de famille, profitent d'un programme soutenu par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour apprendre un métier.

La situation des mères chefs de famille monoparentale est difficile en Afghanistan.

L'une d'elles, Sediqua Mousawey, qui a trois enfants et dépend de l'organisme CARE International pour nourrir ses enfants, suit une formation de charpentière. Son mari a été tué par les talibans.

La Montréalaise Sylvie Dupuis, arrivée en Afghanistan il y a quelques semaines, dirige le nouveau programme de l'organisation CARE qui donnera une formation professionnelle à 1800 veuves afghanes. Le projet, financé par l'ACDI, coûtera 4,5 millions \$ en trois ans.

Les emplois étant plutôt rares dans ce pays ravagé par la guerre, aucune option ne doit être négligée. Il y aura des ateliers de couture, de filage de la laine, d'agriculture et de soins de santé. Aussi surprenant que cela paraisse, on donnera aussi des formations pour des emplois qui ne sont pas traditionnellement ouverts aux femmes en Afghanistan, comme ceux de chauffeur de camions, charpentière, photographe et en technologie de l'information.

En plus de la formation professionnelle, ces femmes recevront une formation en mise en marché, en négociation et en vente, l'objectif étant qu'elles soient en mesure d'ouvrir leur propre micro-entreprise pour le marché local, et peut-être, un jour, pour le marché de l'exportation.

Un des volets du programme consiste en une campagne d'éducation à l'intention des familles et des communautés visant à surmonter la désapprobation qu'encourent souvent les femmes qui travaillent hors de chez elles.

"C'est un défi, mais nous devons le relever", affirme Fazila Banu Lily, qui gère le programme de distribution de nourriture et de formation de CARE, financé par l'ACDI.

Depuis 1996, 10 000 femmes par mois, en moyenne, recevaient de la nourriture par l'intermédiaire du programme de distribution d'aliments. Cette année, seulement 3000 femmes environ en ont reçu.

Le programme organise aussi des campagnes d'alphabétisation des femmes afghanes.

"Les besoins sont énormes", explique Mme Banu Lily, qui vient d'Ottawa. Le pays a été en guerre pendant les 22 dernières années, et la situation de plusieurs veuves afghanes est "désespérée", dit-elle.

Pour Mme Dupuis, la possibilité de changer la vie des plus mal loties en Afghanistan l'a convaincue de venir dans ce pays, en dépit du danger. "Bien sûr nous devons être prudents. Mais du même coup, si nous pensons que nous pouvons changer les choses ici, cela devient prioritaire."

WW1581-FGJD103-ac.

--LE POINT DE L'ACTUALITE INTERNATIONALE A 4H00--

DATE: 2007.09.23
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 826

NATIONS UNIES (AP) -- A l'invitation du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, les chefs d'Etat et autres dirigeants de plus de 150 pays se retrouvent lundi à New York pour tenter de faire progresser l'agenda international sur les changements climatiques.

L'objectif de cette réunion sans précédent est d'obtenir un engagement politique fort et d'envoyer un signal à moins de trois mois de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques. Se déroulant à Bali du 3 au 14 décembre, elle doit donner le coup d'envoi de négociations pour un nouvel accord international.

NATIONS UNIES (AP) -- Soutien au multilatéralisme, mobilisation sur le climat, réflexion sur les crises en Afrique et fermeté à l'égard de l'Iran: articulée autour de ces temps forts, la visite qu'effectue Nicolas Sarkozy lundi et mardi à New York sera dominée par la première intervention du président français devant la 62e Assemblée générale des Nations unies.

NATIONS UNIES (AP) -- La secrétaire d'Etat américaine Condoleeza Rice a formulé le voeu dimanche que les principaux pays arabes, dont la Syrie, participent à la conférence sur la paix au Proche-Orient organisée par le président des Etats-Unis, George W.Bush, à l'automne.

NATIONS UNIES (AP) -- Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et le président afghan Hamid Karzaï ont co-présidé dimanche une réunion de haut niveau à laquelle ont participé plusieurs pays dont le soutien est nécessaire pour contribuer à l'instauration de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

NEW YORK (AP) -- Le président iranien est arrivé à New York dimanche soir. Une quarantaine d'élus et de personnes protestaient devant Columbia University, où Mahmoud Ahmadinejad doit prononcer un discours lundi. Le président s'exprimera par ailleurs mardi devant l'assemblée générale des Nations unies.

Dans un entretien enregistré jeudi à Téhéran par la chaîne américaine CBS et diffusé dimanche, le président a déclaré que l'époque de l'arme nucléaire était révolue".

BERLIN (AP) -- Angela Merkel a reçu dimanche le Dalai Lama à Berlin. Pékin a manifesté son mécontentement devant cette rencontre qui semble témoigner d'une volonté de la chancelière allemande de ne pas laisser de côté les sujets qui fâchent dans sa relation avec la Chine.

RANGOON (AP) -- La contestation des moines bouddhistes prend encore de l'ampleur en Birmanie: une nouvelle manifestation contre le régime, la plus importante à ce jour, a réuni dimanche quelque 20.000 personnes dans les rues de Rangoon. Mais cette fois, la police a empêché les bonzes d'approcher de la maison de la dissidente Aung San Suu Kyi, toujours assignée à résidence par la junte militaire.

NEW YORK (AP) -- Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a estimé dimanche que la mort de onze civils --attribuée par Bagdad à des employés de la société de sécurité américaine Blackwater-- lors d'une fusillade le 16 septembre dans la capitale irakienne et que de précédents incidents impliquant la compagnie posaient de "sérieux défis à la souveraineté de l'Irak" et ne pouvaient être acceptés.

KABOUL (AP) — Deux militaires italiens qui circulaient dans l'ouest de Afghanistan, pourraient avoir été enlevés, selon le ministère italien de la Défense. Aucun contact avec les deux hommes n'a pu être établi depuis plusieurs heures. Une enquête est en cours.

LONDRES (AP) — Les autorités britanniques ont annoncé dimanche qu'un périmètre de protection avait été établi autour d'un nouvel élevage du sud de l'Angleterre, par précaution en raison d'une suspicion de fièvre aphteuse.

BAGDAD (AP) — Quelque 300 chiites disant avoir dû fuir leurs domiciles à cause des violences entre communautés religieuses ont manifesté dimanche près de la Zone Verte, le secteur sous haute protection de Bagdad, pour demander au gouvernement de sécuriser leur quartier et leur permettre de rentrer chez eux.

TOKYO (AP) — Le modéré Yasuo Fukuda, un vétéran de la scène politique japonaise, a remporté facilement dimanche la présidence du Parti libéral démocrate (PLD), le parti au pouvoir au Japon, et est assuré de devenir le prochain Premier ministre.

JERUSALEM (AP) — Le gouvernement israélien a approuvé dimanche la libération de quelque 90 prisonniers palestiniens, dans un nouveau geste de soutien au président Mahmoud Abbas, engagé dans une lutte de pouvoir avec le Hamas. Ces libérations ont toutefois été jugées insuffisantes par les Palestiniens.

BOURNEMOUTH, Angleterre (AP) — Le Premier ministre britannique Gordon Brown a participé dimanche à son tout premier congrès annuel du Labour en tant que chef du parti, au cours duquel il pourrait annoncer la tenue d'élections générales anticipées.

PARIS (AP) — Après l'Afrique du Sud, deux autres anciens champions du monde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont obtenu leur billet pour les quarts de finale de la Coupe du monde grâce à leur victoire respective sur les Fidji (55-12) et l'Ecosse (40-0) dimanche après-midi.

LONDRES (AP) — Andy Roddick a envoyé les Etats-Unis en finale de la Coupe Davis contre la Russie en battant Jonas Bjorkman 6-2, 7-6 (3), 6-4 dimanche, permettant aux Américains de s'imposer 4-1 face à la Suède.

STUTTGART (AP) — L'Américaine Sanya Richards a encore une fois surclassé ses rivales en égalant la meilleure performance mondiale de la saison sur sa distance favorite, le 400 mètres, dimanche lors de la finale mondiale d'athlétisme. Le Cubain Dayron Robles a quant à lui égalé la meilleure performance mondiale de l'année de Liu Xiang en remportant le 110 mètres haies de la finale mondiale d'athlétisme. AP

ar

Yasuo Fukuda assuré de devenir le prochain Premier ministre du Japon

DATE: 2007.09.23
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 320

TOK805-0922070920

TOKYO (AP) — Le modéré Yasuo Fukuda, un vétéran de la scène politique japonaise, a remporté facilement dimanche la présidence du Parti libéral démocrate (PLD), le parti au pouvoir au Japon, et est assuré de devenir le prochain Premier ministre.

Yasuo Fukuda a obtenu 330 suffrages, alors que son adversaire, l'ancien ministre des Affaires étrangères Taro Aso, en a obtenu 197, a annoncé le PLD.

M. Fukuda doit être élu mardi Premier ministre par le Parlement, le PLD disposant d'une large majorité à la Chambre des représentants, la plus puissante des deux Chambres.

Cet homme de 71 ans, dont le père a été Premier ministre dans les années 1970, a annoncé son intention de poursuivre la lutte contre le terrorisme, améliorer les relations avec les autres pays d'Asie et s'attaquer au problème des inégalités dans le pays, deuxième puissance économique mondiale.

Dimanche, il a souhaité reconstruire la popularité du PLD qui a plongé depuis un an, en raison notamment de scandales qui ont entaché le mandat du Premier ministre sortant, Shinzo Abe. Ce dernier a annoncé sa démission le 12 septembre, avant d'être hospitalisé.

"Il est naturel de faire face aux critiques de l'opinion publique", a affirmé M. Fukuda sur la chaîne NHK. "Nous devons faire des efforts, patiemment, pour regagner la confiance du public".

Plus tôt dans la journée, M. Fukuda avait présenté les grandes lignes de son programme: renforcer les relations diplomatiques avec la Corée du Nord, poursuivre la mission navale du Japon de soutien aux forces menées par les Etats-Unis en Afghanistan, et aider les régions rurales du pays laissées pour compte du redressement économique.

"Vous m'avez choisi bien que je n'ai pas beaucoup d'expérience. Je suis prêt à faire tout mon possible pour me montrer à la hauteur de mes responsabilités", a affirmé M. Fukuda, qui semblait très déterminé après son élection.

M. Fukuda, qui a été secrétaire général du gouvernement de 2000 à 2004, dispose du soutien des principales factions du PLD. Dimanche, les journaux lui assuraient déjà une élection confortable à la tête du parti. Il était devenu largement favori face à M. Aso, un "faucon" qui a été jusqu'au mois d'août ministre des Affaires étrangères de M. Abe. AP

pyr/v88

Dion attendra le discours du Trône avant de décider du sort du gouvernement

DATE: 2007.09.23
KEYWORDS: POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 404

SHERBROOKE _ Le chef libéral Stéphane Dion soutient qu'il ne décidera pas s'il veut faire tomber le gouvernement conservateur avant d'avoir entendu le discours du Trône.

M. Dion a indiqué aux journalistes dimanche qu'il évaluerait les plans du premier ministre Stephen Harper sur l'environnement et l'Afghanistan avant de décider comment son parti votera sur le discours du Trône.

Le Parti libéral veut que le gouvernement conservateur s'engage formellement à retirer les troupes de combats canadiennes d'Afghanistan en 2009 et présente à nouveau un projet de loi sur la qualité de l'air qui n'a pu être adopté lors de la dernière session parlementaire.

M. Dion a toutefois averti que son parti ne pourrait pas appuyer un discours du Trône qui ne comprend pas ces éléments et qui ne comporte pas de plans pour combattre la pauvreté.

"Dans le discours du Trône, j'espère retrouver au moins quatre choses. D'abord, il faut que le projet de loi sur l'air pur et les changements climatiques reste en vie. Ensuite, il faut que des mesures soient prises pour renforcer l'économie canadienne. Troisièmement, il faut qu'il y ait enfin quelque chose sur la pauvreté pour aider tous les gens dans le besoin, puis, finalement, le premier ministre doit être clair envers nos alliés et spécifier que la mission en Afghanistan se terminera en février 2009", a-t-il énuméré.

Le gouvernement conservateur a besoin de l'appui d'au moins un parti d'opposition pour survivre au vote de confiance sur le discours du Trône le 16 octobre. Les conservateurs ont survécu à trois votes de confiance depuis 2006 grâce au soutien du Bloc québécois.

Stéphane Dion, qui était de passage à Sherbrooke dimanche, a aussi pris un bain de foule à l'occasion de la 28e Journée annuelle des Townshippers. Lors d'un discours, le chef libéral a d'ailleurs invité les anglophones à se rallier à lui lors du prochain scrutin général.

A peine remis de la défaite de son parti lors des élections partielles dans Outremont, M. Dion a affirmé lors d'une entrevue, la semaine dernière, que les électeurs le connaissent peu ou bien mal, surtout au Québec.

"Les gens qui me côtoient me disent souvent: "Votre personnalité et vos idées ne sont pas comme on les avait perçues". Je pense qu'après la journée d'aujourd'hui (dimanche), bien des gens vont dire: "Il n'est pas comme on l'avait perçu". C'est un travail que je veux faire parce que je sais que je veux donner tellement à tous les Québécois comme premier ministre du Canada", a-t-il déclaré lors de son passage à Sherbrooke, qui était à son agenda depuis longtemps.

GG1627-FGCHD707-LaTribune